

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Rapport financier
du troisième trimestre de 2014

pour la période close le 27 septembre 2014

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Rapport de gestion	1
Énoncés prospectifs	1
1 Résumé	2
2 Activités de base et stratégie	8
3 Facteurs de rendement clés	8
4 Capacités	8
5 Risques et gestion des risques	10
6 Liquidités et ressources en capital	10
7 Évolution de la situation financière	14
8 Revue des activités opérationnelles	16
9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables	24
États financiers consolidés intermédiaires résumés	25
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	25
État consolidé intermédiaire résumé de la situation financière	26
État consolidé intermédiaire résumé du résultat global	27
État consolidé intermédiaire résumé des variations des capitaux propres	28
État consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie	29
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	30
1 Constitution, activités et instructions	30
2 Règles de présentation	30
3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	31
4 Autres actifs	31
5 Immobilisations	32
6 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	33
7 Impôt sur le résultat	35
8 Autres éléments du résultat global	35
9 Écart d'acquisition	36
10 Passifs éventuels	36
11 Autres charges opérationnelles	38
12 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	38
13 Transactions avec des parties liées	38
14 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers	39
15 Informations sectorielles	41

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion fournit un exposé décrivant les résultats financiers et les changements opérationnels de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte), pour le troisième trimestre terminé le 27 septembre 2014 et pour les trois premiers trimestres de 2014. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises. Chacun des trimestres de la Société compte 13 semaines et le présent rapport vise les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014. Le rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014; ceux-ci ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et ils sont présentés en dollars canadiens. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion sont arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. À moins d'indication contraire, les renseignements du présent rapport de gestion sont en vigueur le 20 novembre 2014.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion. Toute mention des termes « nos », « notre » ou « nous » désigne la direction de Postes Canada. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport et les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Correspondance-réponse d'affaires^{MC}, Médiaposte avec adresse^{MC}, Médiaposte sans adresse^{MC}, Paquet repérable^{MC}, Permanent^{MC}, Poste-lettres^{MC} et Poste-publications^{MC} sont des marques de commerce de la Société canadienne des postes.

Importance relative

La direction évalue l'information qui doit être fournie dans le rapport de gestion selon le principe de l'importance relative comme guide aux fins de déclaration. La direction considère que des renseignements sont importants s'il est probable que leur omission ou une déclaration inexacte influencerait sur les décisions prises par l'utilisateur moyen en fonction de tels renseignements financiers.

Énoncés prospectifs

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion contiennent des énoncés prospectifs qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats opérationnels, le rendement ainsi que les perspectives commerciales et les occasions commerciales du Groupe d'entreprises. En général, les énoncés prospectifs sont désignés par des mots ou des expressions tels que « prévoit », « s'attend à ce que », « croit », « estime », « a l'intention de » ou d'autres mots et expressions similaires. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats opérationnels, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales (les hypothèses). Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent s'avérer incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés à la section 5 – Risques et gestion des risques à la page 10 du présent rapport de gestion (les risques).

Lorsque le Groupe d'entreprises présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, par exemple des renseignements sur la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les informations financières prospectives et les perspectives financières, ainsi que l'information prospective de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujetties aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs. À la lumière de ces hypothèses et risques, les activités prévues dans ces énoncés sur la vision d'avenir pourraient ou non se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion sont seulement pertinents en date du 20 novembre 2014; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation, ou de toute autre raison après cette date.

1 Résumé

Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada est composé de Postes Canada et de ses filiales : Les Investissements Purolator Ltée, Groupe SCI inc. et Innovapost Inc. Avec environ 66 000 employés, c'est l'un des plus importants employeurs au Canada. En 2013, nos employés ont livré environ 9,4 milliards d'articles de courrier, de colis et de messages à 15,5 millions d'adresses dans des régions urbaines, rurales et éloignées à l'échelle du pays. Le secteur Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, qui compte environ 6 300 bureaux de poste. Postes Canada, qui est devenue société d'État en 1981, rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Transports. Son actionnaire unique est le gouvernement du Canada.

Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, en offrant des services postaux de qualité à tous les Canadiens, dans les régions rurales et urbaines, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société canadienne des postes comprennent les comptes du Groupe d'entreprises. Postes Canada est le plus important secteur, ayant des revenus de 4,5 milliards de dollars pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2014 (78 % du total des revenus) et de 5,9 milliards de dollars pour l'exercice complet terminé le 31 décembre 2013 (78 % du total des revenus). Trois secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés : Postes Canada, Purolator et Logistique. La signature d'une entente sur les services partagés le 27 juin 2014, entre Postes Canada, Purolator et Innovaposte (l'unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information) a modifié la structure de gouvernance du Groupe. La direction a donc procédé à une réévaluation des secteurs opérationnels à présenter du Groupe, dont le nombre est passé de quatre à trois. Ainsi, les résultats d'Innovaposte, qui étaient auparavant présentés comme un secteur opérationnel, font maintenant partie de la catégorie Autre qui présente aussi les informations financières qui ne visent pas particulièrement un secteur opérationnel, les ajustements dus à la consolidation et les autres éliminations intersectorielles.

Le tableau qui suit présente le Plan d'entreprise du Groupe d'entreprises de Postes Canada pour 2014 :

(en millions de dollars)

Résultats consolidés	Plan pour 2014
Produits opérationnels	7 802
Charges opérationnelles	8 058
Résultat opérationnel	(256)
Charges liées aux activités d'investissement et de financement	(18)
Résultat avant impôt	(274)

Le Plan d'entreprise du Groupe d'entreprises de Postes Canada pour 2014, approuvé par le gouvernement du Canada, prévoit un résultat avant impôt de -274 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, principalement en raison des défis structurels à long terme auxquels est confronté le secteur Postes Canada. À la fin du troisième trimestre de 2014, les résultats financiers du Groupe d'entreprises sont au-delà des prévisions, enregistrant un résultat avant impôt de 84 millions de dollars pour les trois premiers trimestres clos le 27 septembre 2014. Les résultats positifs du Groupe d'entreprises pour les trois premiers trimestres de 2014, par rapport au Plan d'entreprise de 2014, sont attribuables à la baisse des coûts liés aux avantages du personnel pour le secteur Postes Canada et à une augmentation des revenus, surtout pour les secteurs d'activité Courrier transactionnel et Colis de Postes Canada.

Les coûts liés aux avantages du personnel seront inférieurs aux prévisions pour 2014, en raison des répercussions bénéfiques d'une augmentation du taux d'actualisation qui est passé à 5,0 % au 31 décembre 2013 (hausse par rapport au taux d'actualisation de 4,4 % au 31 décembre 2012 et de 4,2 % au 27 septembre 2014). Cette situation est aussi attribuable au rendement plus élevé que prévu des actifs du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes en 2013, qui s'est chiffré à 16,9 %. Les taux d'actualisation et le solde des actifs de l'exercice précédent sont utilisés pour calculer les avantages du personnel de l'exercice en cours.

Les revenus du secteur Courrier transactionnel sont plus élevés que ceux prévus pour les trois premiers trimestres de 2014, ce qui est principalement attribuable à une érosion plus faible que celle prévue du service Poste-lettres^{MC} du régime intérieur. Les élections provinciales imprévues en Ontario et au Québec au cours du deuxième trimestre de 2014 ainsi que l'évolution des tendances d'achat depuis la réémission du timbre Permanent^{MC} au deuxième trimestre ont eu une incidence positive sur l'érosion cumulative, qui se chiffre à 5,1 %. Selon les prévisions, les volumes du secteur Courrier transactionnel vont continuer à baisser, mais le taux d'érosion pour les années à venir demeure incertain. Les revenus se sont encore améliorés par rapport au plan, en raison d'une croissance plus élevée que celle prévue pour le secteur Colis, notamment grâce à la croissance du cybercommerce, en partie contrée par des revenus inférieurs à ceux prévus pour le secteur Marketing direct.

Malgré l'incertitude entourant l'érosion des volumes, le chiffre d'affaires devrait continuer à s'améliorer au quatrième trimestre, et un profit net est prévu pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014. En même temps, Postes Canada continue à mettre en place son Plan d'action en cinq points afin d'atteindre son objectif d'assurer l'autosuffisance de l'entreprise.

Changements significatifs et développement commercial

Postes Canada se trouve à une étape critique de son histoire. Les volumes de lettres diminuent chaque année, à mesure que les ménages et les entreprises continuent d'abandonner le courrier comme source principale de communication pour adopter des produits numériques. Ce changement a provoqué une baisse importante des volumes d'envois Poste-lettres^{MC}. En fait, en 2013, nous avons livré 1,2 milliard d'articles Poste-lettres du régime intérieur de moins qu'en 2006. Par conséquent, le privilège exclusif de la livraison des lettres détenu par Postes Canada ne finance plus de manière adéquate l'obligation coûteuse de livrer le courrier à toutes les adresses canadiennes. De plus, la concurrence est très rude pour le secteur du marketing direct. À l'heure des médias sociaux et numériques, le secteur du marketing direct fait partie d'un marché très concurrentiel et fragmenté, dans lequel les spécialistes en marketing sont maintenant plus capables que jamais de transmettre leurs messages à l'aide de divers produits. Le secteur des colis de Postes Canada et celui de Purolator exercent également leurs activités dans un environnement hautement concurrentiel. Nous devons changer notre modèle d'entreprise pour nous assurer de réussir et de continuer à jouer un rôle important dans la vie des Canadiens au fil de l'évolution de leurs besoins.

En décembre 2013, après des mois de planification et de consultation auprès des Canadiens, Postes Canada a dévoilé son Plan d'action en cinq points (Plan d'action) qui forme la base d'un nouveau système postal conçu pour répondre aux besoins changeants des Canadiens et aider la Société à réussir dans l'ère numérique. Le Plan d'action est axé sur cinq initiatives :

1. Transition aux boîtes postales communautaires (BPCOM) pour le tiers des ménages canadiens qui reçoivent toujours leur courrier à la porte (ce qui représente cinq millions d'adresses);
2. Mise en place d'une nouvelle structure de tarification progressive pour les envois Poste-lettres, qui tiendra mieux compte du coût réel du service fourni à diverses clientèles;
3. Offre d'un accès élargi et plus pratique aux services postaux grâce à des bureaux concessionnaires;
4. Rationalisation des opérations internes;
5. Solutions aux coûts de main-d'œuvre.

Ces initiatives sont la base d'une stratégie pour aider Postes Canada à redevenir rentable et à demeurer financièrement viable et autonome. La durée du Plan d'action est estimée à cinq ans. Après sa mise en œuvre complète, il est prévu que quatre de ses cinq initiatives rapporteront des économies dont nous avons grandement besoin et qui sont estimées entre 700 millions et 900 millions de dollars par année. Les activités de mise en œuvre des initiatives du Plan d'action en cinq points se sont poursuivies au troisième trimestre de 2014.

Boîtes postales communautaires

Au cours du troisième trimestre de 2014, Postes Canada a continué à convertir des ménages qui reçoivent toujours leur courrier à la porte pour qu'ils passent à la livraison aux boîtes postales communautaires. La première vague d'installations de boîtes communautaires a été terminée au cours du troisième trimestre, et les autres conversions de la première vague, laquelle touche environ 100 000 adresses un peu partout au Canada, ont été effectuées en octobre et en novembre 2014. La planification pour 2015 de la conversion d'environ un million d'adresses progresse bien. Au total, l'initiative nationale s'échelonnant sur cinq ans touchera cinq millions d'adresses.

Nouvelle approche de tarification des envois Poste-lettres

Une structure de tarification progressive pour les lettres des régimes intérieur et international a été mise en place le 31 mars 2014. Selon la nouvelle structure, les clients qui souhaitent acheter un seul timbre du régime intérieur paient le plein tarif et des réductions sont offertes aux clients qui achètent des carnets, des rouleaux ou des feuillets, aux entreprises utilisant des machines à affranchir ou des vignettes, ainsi qu'aux clients du service Poste-lettres à tarifs préférentiels qui répondent aux exigences en matière de volume et de préparation des envois. Les tarifs du courrier Poste-lettres surdimensionné, à destination des États-Unis et du régime international ont aussi été majorés et correspondent aux nouveaux niveaux de tarification. Cependant, ces services ne prévoient pas différents tarifs pour l'achat de timbres vendus à l'unité.

Ajout de bureaux de poste concessionnaires pour une plus grande commodité

Quant aux initiatives de vente au détail, Postes Canada a continué de rationaliser son réseau de bureaux de poste de la Société en fonction de l'achalandage. Entre autres, elle a apporté des changements aux heures d'ouverture et a procédé à l'ouverture de nouveaux bureaux concessionnaires pour offrir plus de commodité aux clients.

Rationalisation des opérations

Postes Canada continue à rationaliser ses opérations internes. Étant donné le déclin des volumes du service Poste-lettres, Postes Canada a poursuivi ses efforts au cours du troisième trimestre de 2014 pour regrouper les activités de traitement des articles Poste-lettres aux grands établissements dans les grands centres urbains. Ce projet optimisera l'utilisation de l'équipement ultrarapide de traitement du courrier pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts.

Solutions aux coûts de main-d'œuvre

Postes Canada et l'Association des officiers des postes du Canada (AOPC) négocient une nouvelle convention collective pour remplacer la convention collective ayant expiré le 31 mars 2014. Parmi les autres activités s'étant déroulées au troisième trimestre, mentionnons que l'AOPC a présenté une contre-offre globale le 10 septembre 2014, en réponse à l'offre globale présentée par la Société le 24 juillet 2014. Le 14 novembre 2014, Postes Canada et l'AOPC ont annoncé qu'elles avaient conclu une entente de principe. Avant que l'entente de principe puisse être finalisée, elle sera soumise à un vote de ratification par les employés représentés par l'AOPC.

Points saillants financiers

Pour le troisième trimestre terminé le 27 septembre 2014, le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat consolidé avant impôt de 35 millions de dollars, par rapport à un résultat avant impôt de -109 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Pour les trois premiers trimestres de 2014, le Groupe d'entreprises affiche un résultat avant impôt de 84 millions de dollars, par rapport à un résultat avant impôt de -134 millions de dollars au cours des trois premiers trimestres de 2013. Les résultats positifs du Groupe d'entreprises, par rapport à ceux enregistrés pour les périodes correspondantes de 2013, sont attribuables à une augmentation des revenus et à une baisse des coûts liés aux avantages du personnel pour le secteur Postes Canada, ainsi qu'à une hausse des revenus et des profits pour les secteurs Purolator et Logistique.

Le secteur Postes Canada a enregistré un résultat avant impôt de 13 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014, par rapport à un résultat avant impôt de -129 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2013. Pour les trois premiers trimestres de 2014, Postes Canada a enregistré un résultat avant impôt de 39 millions de dollars, par rapport à un résultat avant impôt de -165 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Les résultats améliorés en 2014 sont principalement attribuables aux revenus plus élevés des secteurs Courrier transactionnel et Colis, ainsi qu'à la baisse des coûts liés aux avantages du personnel.

Postes Canada a généré des produits de 1 443 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014 et de 4 470 millions de dollars au cours des trois premiers trimestres de 2014, ce qui représente une augmentation de 100 millions de dollars, soit 7,5 %, et de 179 millions de dollars, soit 4,7 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Ces augmentations de revenus sont attribuables aux tarifs supérieurs d'une nouvelle structure de tarification progressive pour le service Poste-lettres, laquelle est entrée en vigueur le 31 mars 2014. Cette hausse de revenus est aussi attribuable à une croissance du secteur Colis en raison de la vigueur continue du marché des commandes du cybercommerce pour le segment entreprise à consommateur.

Les volumes de courrier transactionnel ont connu une baisse de 58 millions d'articles, soit 6,1 %, au troisième trimestre de 2014 et de 175 millions d'articles, soit 5,1 %, au cours des trois premiers trimestres de 2014 par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les volumes de 2014 continuent d'être touchés de façon négative par l'érosion du courrier liée à la substitution électronique.

Les volumes de colis ont connu une hausse d'environ 3 millions d'articles, soit 8,1 %, au troisième trimestre de 2014, et de 4 millions d'articles, soit 4,2 %, au cours des trois premiers trimestres de 2014; les revenus du secteur Colis au troisième trimestre et au cours des trois premiers trimestres ont augmenté respectivement de 25 millions de dollars, soit 8,2 %, et de 79 millions de dollars, soit 8,9 %, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les revenus et les volumes du secteur Colis continuent d'être touchés de manière positive par la croissance continue du cybercommerce.

Les volumes du secteur Marketing direct affichent une baisse de 65 millions d'articles, soit 5,6 %, au troisième trimestre de 2014, et de 99 millions d'articles, soit 2,2 %, au cours des trois premiers trimestres de 2014; les revenus du secteur Marketing direct au troisième trimestre et au cours des trois premiers trimestres ont diminué respectivement de 15 millions de dollars, soit 5,2 %, et de 32 millions de dollars, soit 3,1 %, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les revenus et les volumes du secteur Marketing direct ont été touchés de façon négative par le fait que certains clients commerciaux réduisent leurs dépenses globales de marketing ou redirigent certaines de leurs activités de marketing vers d'autres produits ou médias.

Il incombe à Postes Canada, à titre de répondante de régime, de verser les cotisations pour services rendus à ses régimes de retraite et d'effectuer les paiements spéciaux nécessaires pour combler toute insuffisance de capitalisation. Ces engagements au titre des prestations des régimes de retraite et les obligations au titre des prestations des autres avantages postérieurs à l'emploi sont élevés; ils continuent d'avoir des répercussions importantes sur le rendement financier de la Société et, si ce n'était pas pour l'allégement temporaire de l'obligation d'effectuer des paiements spéciaux au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (Régime), ils exerceraient une pression immédiate sur ses ressources de trésorerie. En février 2014, le gouvernement du Canada a accordé à Postes Canada un allégement la dispensant d'effectuer des paiements spéciaux au Régime pour la période de 2014 à 2017. Sans aucun allégement de la capitalisation du Régime, Postes Canada aurait été tenue d'effectuer des paiements spéciaux d'environ 1,3 milliard de dollars en 2014.

Les fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres hypothèses actuarielles donnent lieu à une instabilité d'une période à l'autre et, par conséquent, à des risques financiers et de liquidité à long terme considérables pour la Société. Au cours du troisième trimestre de 2014, cette instabilité a eu une incidence négative sur les régimes à prestations déterminées du Groupe d'entreprises, donnant lieu à des pertes de réévaluation de 111 millions de dollars, après impôt, comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, en plus d'augmenter le solde des capitaux du Groupe d'entreprises, qui se situe à -1,8 milliards de dollars au 27 septembre 2014. Ces pertes de réévaluation résultent principalement d'une baisse des taux d'actualisation au cours du troisième trimestre de 2014, en partie contrée par un

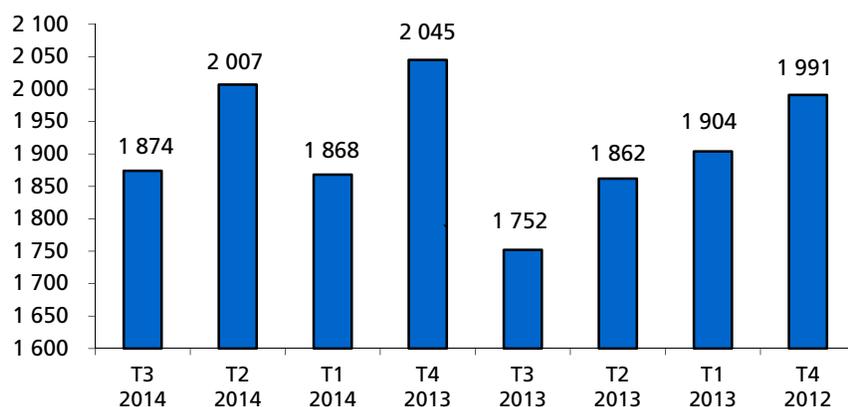
changement dans les hypothèses concernant les avantages postérieurs à l'emploi à long terme pour les soins de santé afin de refléter la tendance liée aux coûts des soins de santé plus faibles à long terme.

Les taux d'actualisation de l'exercice précédent et les autres hypothèses actuarielles, ainsi que le solde des actifs, sont utilisés pour calculer les avantages du personnel de l'exercice en cours; ces données ont donc une incidence sur les résultats opérationnels de la Société. Des rendements solides des actifs des régimes de retraite en 2013 et une augmentation des taux d'actualisation en date du 31 décembre 2013, en partie contrés par des changements apportés aux taux de mortalité en 2013 (pour refléter le fait que les participants vivent plus longtemps) ont aidé à diminuer les éléments hors trésorerie associés aux coûts liés aux avantages du personnel de plus de 160 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013, et ont contribué considérablement au résultat opérationnel positif de la Société en 2014. Ces résultats de 2014 démontrent que des fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres hypothèses actuarielles peuvent occasionner une instabilité importante dans les états financiers de la Société.

Les diagrammes suivants illustrent les résultats du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. Les volumes ont toujours varié au cours d'un même exercice, les pics de demande de services ayant lieu pendant la période des Fêtes au cours du quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement au cours des trimestres qui suivent, les creux se produisant pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme en raison de ces changements de la demande relative à ses services.

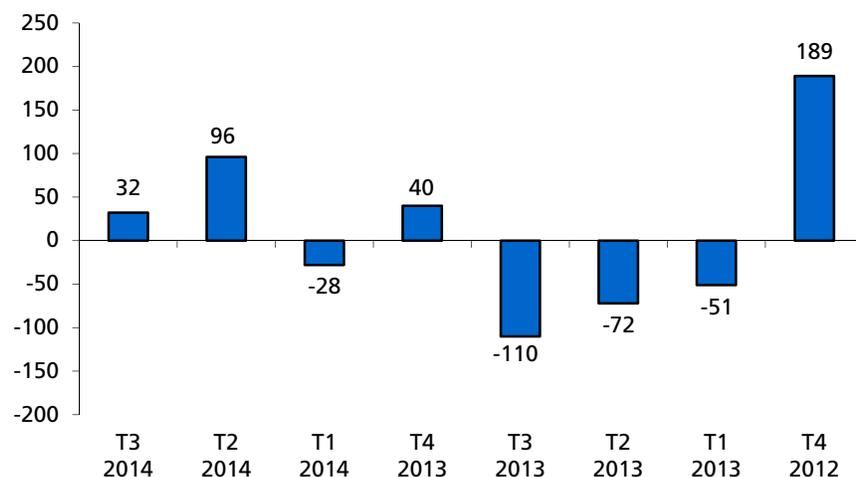
Produits opérationnels consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



Résultat opérationnel consolidé trimestriel¹

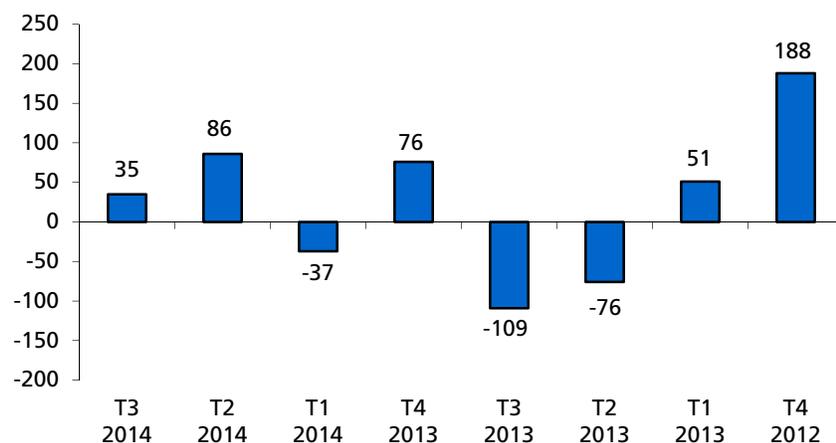
(en million de dollars)



1. Le montant pour l'exercice 2012 a été retraité à la suite de l'adoption de normes comptables nouvelles ou modifiées. Plus de précisions sont données à la note 4 – Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

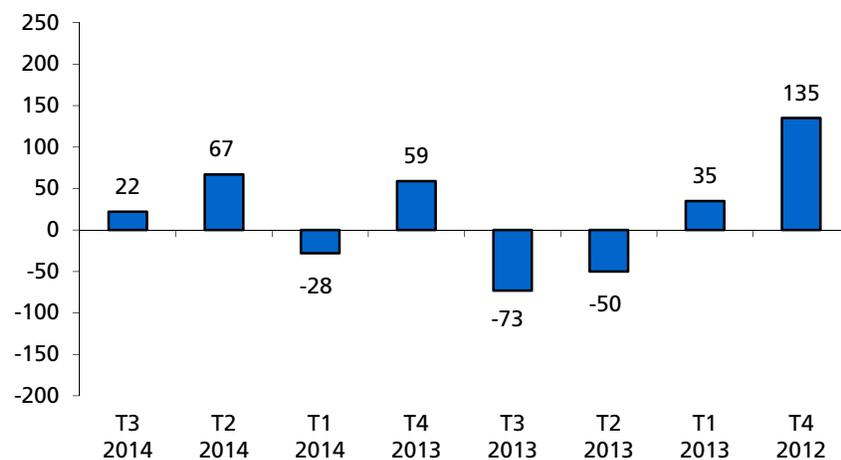
Résultat consolidé trimestriel avant impôt¹

(en millions de dollars)



Résultat net consolidé trimestriel¹

(en millions de dollars)



1. Les montants pour l'exercice 2012 ont été retraités à la suite de l'adoption de normes comptables nouvelles ou modifiées. Plus de précisions sont données à la note 4 – Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le tableau qui suit présente le rendement consolidé de la Société pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de l'exercice 2014 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les				Explication
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%	
État consolidé du résultat global									Points saillants de la section 8 – Revue des activités opérationnelles (page 16).
Produits opérationnels	1 874	1 752	122	7,0 ¹	5 749	5 518	231	4,7 ¹	L'augmentation des produits est principalement attribuable aux secteurs d'activité Courrier transactionnel et Colis du secteur de Postes Canada.
Charges opérationnelles	1 842	1 862	(20)	(1,1)	5 649	5 751	(102)	(1,8)	La diminution des charges opérationnelles est principalement attribuable à la baisse des coûts liés aux avantages du personnel et aux gains de productivité pour le secteur Postes Canada.
Résultat opérationnel	32	(110)	142	–	100	(233)	333	–	
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	3	1	2	217,8	(16)	99	(115)	–	La diminution pour les trois premiers trimestres de 2014 est principalement attribuable aux gains de 109 millions de dollars découlant de la vente de l'Établissement de traitement du courrier de Vancouver pour le secteur Postes Canada, au premier trimestre de 2013.
Résultat avant impôt	35	(109)	144	–	84	(134)	218	–	
Résultat net	22	(73)	95	–	61	(88)	149	–	
Résultat global	(84)	792	(876)	–	(1 455)	2 154	(3 609)	–	Les pertes de réévaluation au titre des régimes de retraite et des autres régimes du personnel enregistrées au troisième trimestre de 2014 et au cours des trois premiers trimestres de 2014 sont principalement attribuables à une baisse des taux d'actualisation.
État consolidé des flux de trésorerie									Points saillants de la section 6 – Liquidités et ressources en capital (page 10).
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles	161	(7)	168	–	292	46	246	540,8	L'écart de trésorerie positif est principalement attribuable aux revenus plus solides aux deuxième et troisième trimestres de 2014, par rapport à 2013.
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(223)	(71)	(152)	(211,4)	(259)	(18)	(241)	(1 290,6)	L'écart de trésorerie négatif est principalement attribuable à une augmentation des acquisitions nettes de placements et à une baisse du produit de la vente d'immobilisations.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(5)	(6)	1	15,9	(17)	(15)	(2)	(14,2)	Il n'y a aucun changement important.

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

2 Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base

Postes Canada est confrontée aux mêmes défis que ses homologues internationaux : la gestion du déclin des volumes du secteur de base Courrier transactionnel tout en conservant un réseau de livraison étendu et grandissant, comme le requiert son mandat de service public. La concurrence s'intensifie dans tous les secteurs d'activité, et le privilège exclusif pour les lettres pesant jusqu'à 500 g est en train de perdre sa valeur dans un monde numérique. La croissance du marché du cybercommerce a généré des occasions et accru la concurrence. Postes Canada fait aussi face à des défis, en raison d'une structure inflexible de coûts élevés, et des changements importants sont nécessaires pour améliorer sa compétitivité en matière de coûts. Pour demeurer viable à long terme, nous avons mis au point des priorités stratégiques pour nous aider à régler nos problèmes liés à la viabilité des activités et à assurer la croissance de l'entreprise, tout en répondant aux besoins changeants des Canadiens en matière de service postal.

Nos activités de base et notre stratégie sont décrites à la section 2 – Activités de base et stratégie du Rapport de gestion annuel de 2013. Aucun changement important n'a été apporté aux stratégies au cours du troisième trimestre de 2014.

3 Facteurs de rendement clés

Examen des facteurs clés de notre rendement et de nos progrès par rapport aux objectifs de 2014

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage du rendement pour évaluer les progrès de la Société par rapport à ses objectifs clés et pour fournir à la direction un aperçu détaillé du rendement de la Société.

Comme il est indiqué à la section 2.3 – Notre stratégie et nos priorités stratégiques du Rapport de gestion annuel de 2013, les priorités de Postes Canada portent sur la redéfinition du service postal à l'aide du Plan d'action en cinq points, la recherche d'occasions de croissance (p. ex. devenir le chef de file pour ce qui est de favoriser le cybercommerce, repositionner les produits du secteur Marketing direct et renforcer la commercialisation de nos services et données numériques) et la concentration incessante des efforts sur les économies de coûts. À cet égard, Postes Canada a élaboré un certain nombre de mesures de rendement clés qui soutiennent ses progrès vers l'atteinte de ses priorités stratégiques.

Les mesures de rendement clés comprennent :

- les impératifs financiers pour les réseaux de livraison physique et numérique (y compris la croissance des activités et l'amélioration de la rentabilité);
- les objectifs de rendement en matière de service;
- la sécurité des employés (y compris la fréquence des blessures);
- l'amélioration de l'expérience du client;
- la mise en œuvre continue de la Transformation postale ainsi que du Plan d'action en cinq points et la réalisation des avantages connexes.

Les résultats sur le rendement de 2014 seront mis à jour à la fin de l'exercice et feront partie du Rapport de gestion annuel de 2014.

4 Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats

La section 4 – Capacités du Rapport de gestion annuel de 2013 présente un examen de ces sujets. Des mises à jour sont fournies ci-après.

4.1 Relations du travail

Le nombre d'employés visés par une convention collective au 31 décembre 2013 et les diverses activités de négociation sont résumés à la rubrique Relations du travail de la section 4.1 – Nos employés du Rapport de gestion annuel de 2013. Une mise à jour des activités de négociation collective par secteur est présentée ci-après.

Secteur Postes Canada

Mise à jour en matière d'équité salariale

Le 25 juin 2013, un protocole d'entente a été signé. Ce protocole définit, entre autres, l'admissibilité, la méthode de calcul, l'application des intérêts et le procédé de paiement requis pour appliquer la décision rendue par la Cour suprême du Canada en faveur de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) à l'égard de la plainte en matière d'équité salariale contre Postes Canada qui remonte à 1983. Une équipe d'employés continue à examiner des dizaines de milliers de dossiers d'employés individuels en prévision du paiement, un procédé long et complexe. Les paiements en matière d'équité salariale, dont le versement a commencé en août 2013, sont émis de façon continue.

Activités liées aux relations du travail

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)

Le 12 mai 2014, Postes Canada et l'AFPC/SEPC ont signé une nouvelle convention collective entrant en vigueur en septembre 2012 et prenant fin le 31 août 2016. La convention de quatre ans comporte de modestes augmentations salariales pour les deux premières années et n'accorde aucune augmentation pour les deux dernières années. Pour les employés actuels, la convention préserve également les dispositions liées à la sécurité d'emploi et le régime de retraite à prestations déterminées. Les employés embauchés après le 12 mai 2014 recevront un salaire annuel de départ moins élevé, un nombre inférieur de congés annuels et une moins grande sécurité d'emploi. De plus, ils seront admissibles à un régime de retraite à cotisations déterminées, au lieu du régime à prestations déterminées. La nouvelle convention collective aidera à assurer la stabilité de la Société qui doit s'adapter à l'évolution des besoins des Canadiens en matière de service postal.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU)

Postes Canada a conclu deux conventions collectives avec le STTP à la fin de 2012. La première est une convention collective de quatre ans, qui prendra fin le 31 janvier 2015, et la seconde est une convention collective d'un an, qui prendra fin le 31 janvier 2016.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS)

Postes Canada en est à la troisième année d'une convention de quatre ans avec le STTP-FFRS qui prendra fin le 31 décembre 2015.

Association des officiers des postes du Canada (AOPC)

La convention collective de cinq ans conclue avec l'AOPC a pris fin le 31 mars 2014. L'Association représente les superviseurs et les groupes de soutien aux superviseurs, tels que les formateurs et les agents chargés de la mesure des itinéraires, ainsi que les employés des ventes. Les négociations en vue d'une nouvelle convention collective ont commencé le 24 mars 2014. Le 14 novembre 2014, Poste Canada et l'AOPC ont annoncé qu'elles avaient conclu une entente de principe. Avant que l'entente de principe puisse être finalisée, elle sera soumise à un vote de ratification par les employés représentés par l'AOPC.

Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)

La Société en est à la dernière année d'une convention collective de cinq ans avec l'ACMPA, qui prendra fin le 31 décembre 2014. L'ACMPA représente les maîtres de poste et adjoints des bureaux de poste ruraux. Les négociations collectives devraient être entamées au cours du quatrième trimestre de 2014. La convention de l'ACMPA prévoit aussi un processus d'arbitrage des propositions finales afin de régler toutes les questions en suspens, au lieu d'une grève ou d'un lock-out.

Secteur Purolator

La convention collective nationale conclue avec le Conseil canadien des Teamsters, qui représente tous les employés à salaire horaire des opérations, demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016. Les conventions régionales pour les groupes d'employés administratifs conclues avec toutes les sections locales des Teamsters et le Syndicat des employés des postes et communications en Colombie-Britannique seront en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017. La convention régionale pour les groupes d'employés administratifs conclue avec Unifor (au Québec) demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018.

Secteur Logistique – SCI

Il n'y a pas eu de faits nouveaux en matière de relations du travail au cours du troisième trimestre de 2014.

4.2 Contrôles et procédures internes

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière

Au cours du troisième trimestre de 2014, aucun changement apporté aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière n'a eu une incidence importante ou ne pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de la présentation de l'information financière.

5 Risques et gestion des risques

Examen des principaux risques et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques

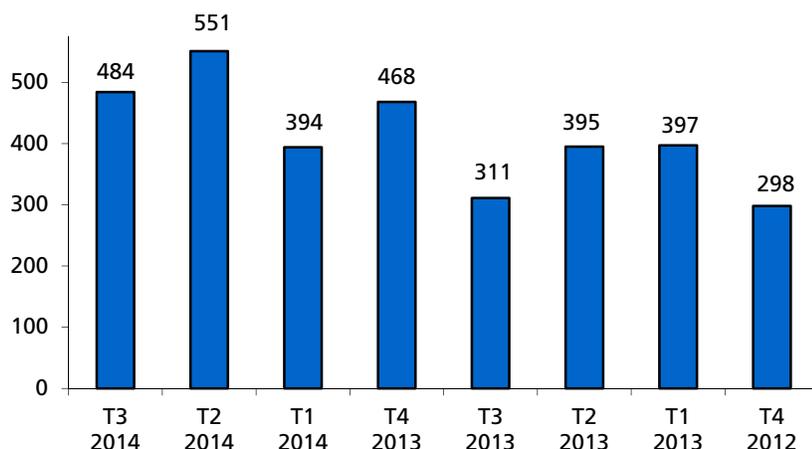
La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse de gestion du risque de l'entreprise (GRE). Les risques du secteur Postes Canada sont décrits à la section 5.2 – Risques stratégiques et à la section 5.3 – Risques opérationnels du Rapport de gestion annuel de 2013. Aucun changement important n'a été apporté à ces risques au cours du troisième trimestre de 2014.

6 Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



Le Groupe d'entreprises possède 484 millions de dollars au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 27 septembre 2014, soit une augmentation de 16 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2013. Cette augmentation s'explique principalement par des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et est appuyée par l'allègement temporaire accordé par le gouvernement du Canada en février 2014 et dispensant la Société de l'obligation d'effectuer des paiements spéciaux au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes. Sans cet allègement temporaire, la position de trésorerie du Groupe d'entreprises aurait été considérablement inférieure.

6.2 Activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 39 semaines closes les		
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles	161	(7)	168	292	46	246

Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles du troisième trimestre de 2014 et des trois premiers trimestres de 2014 ont augmenté respectivement de 168 millions de dollars et de 246 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les écarts positifs des flux de trésorerie en 2014 sont principalement attribuables à la hausse des revenus, à la diminution des paiements d'avantages du personnel et aux variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

6.3 Activités d'investissement

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 39 semaines closes les		
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(223)	(71)	(152)	(259)	(18)	(241)

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté de 152 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013. L'écart est principalement attribuable à une augmentation des acquisitions nettes de placements se chiffrant à 172 millions de dollars, contrée par une baisse des acquisitions nettes d'immobilisations se chiffrant à 20 millions de dollars. Pour les trois premiers trimestres de 2014, les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 241 millions de dollars, par rapport à la période correspondante de 2013. Cet écart est attribuable à une augmentation des acquisitions nettes de placements se chiffrant à 156 millions de dollars et à une baisse du produit de la vente d'immobilisations se chiffrant à 153 millions de dollars, en partie contrées par une baisse des acquisitions d'immobilisations se chiffrant à 68 millions de dollars. Au premier trimestre de 2013, la vente de l'Établissement de traitement du courrier de Vancouver avait généré un produit de 152 millions de dollars.

Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 39 semaines closes les		
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart
Postes Canada	55	73	(18)	146	221	(75)
Purolator	3	4	(1)	15	11	4
Logistique	2	1	1	7	4	3
Éléments intersectoriels et consolidés	0	(1)	1	(2)	(2)	(0)
Groupe d'entreprises de Postes Canada	60	77	(17)	166	234	(68)

Les acquisitions d'immobilisations du Groupe d'entreprises ont diminué de 17 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014 et de 68 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 2014, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces réductions en 2014 sont principalement attribuables à la diminution des dépenses liées au Programme de transformation postale pour le secteur Postes Canada, par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 39 semaines closes les		
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(5)	(6)	1	(17)	(15)	(2)

Il n'y a pas eu de changement important dans les activités de financement au cours du troisième trimestre et des trois premiers trimestres de 2014 par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

6.5 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Le Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) a un actif dont la valeur du marché dépasse 19 milliards de dollars au 31 décembre 2013, ce qui fait de ce régime l'un des plus importants régimes de retraite à entreprise unique au Canada. Les effets du Régime sur les liquidités sont décrits à la section 6.5 – Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes du Rapport de gestion annuel de 2013 et dans le Rapport de gestion des premier et deuxième trimestres de 2014. La mise à jour de cette section est fournie ci-dessous.

Certains syndicats ont officiellement demandé à ce que l'organisme fédéral de réglementation des régimes de retraite, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), prenne la place de Postes Canada à titre d'administratrice du Régime. Postes Canada a déposé des mémoires auprès du BSIF pour appuyer son maintien en tant qu'administratrice du Régime. À la demande du BSIF, un cadre de communication et de consultation a été élaboré conjointement par Postes Canada, les syndicats et d'autres représentants des bénéficiaires. Ce cadre, qui énonce les points touchant les avantages des participants à présenter au groupe de travail responsable des communications et des consultations, a été soumis au BSIF le 3 septembre 2014.

En février 2014, le gouvernement du Canada a adopté le *Règlement sur la capitalisation du régime de retraite de la Société canadienne des postes* qui accorde à Postes Canada un allègement la dispensant d'effectuer des paiements spéciaux au Régime pendant quatre ans (de 2014 à 2017). Cette mesure temporaire reconnaît les problèmes opérationnels importants auxquels la Société doit faire face et les risques auxquels la viabilité du Régime est exposée. Pendant cette période, Postes Canada travaille avec ses syndicats et d'autres représentants des participants au Régime afin d'évaluer toutes les possibilités, y compris des changements à la conception du Régime, pour en assurer la viabilité financière. Postes Canada a commencé à explorer les options pour résoudre les problèmes liés au Régime et elle a entamé des discussions à cet égard avec les parties intéressées. Elle examine et évalue aussi les approches adoptées par d'autres instances en vue de modifier la conception de leurs régimes de retraite. En juin 2014, la Société a soumis un mémoire au ministère des Finances concernant son document de consultation, publié en avril 2014, demandant des mémoires quant aux éventuelles modifications législatives qui permettraient aux employeurs et aux sociétés d'État sous réglementation fédérale de mettre volontairement en place un régime de retraite à prestations cibles.

Le 25 juin 2014, Postes Canada a déposé une évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2013, auprès du BSIF. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 indique un déficit sur le plan de la continuité de 296 millions de dollars (selon la méthode de calcul fondée sur la valeur lissée des actifs du Régime) et un déficit sur le plan de la solvabilité devant être capitalisé de 6,3 milliards de dollars¹ (selon la méthode du ratio moyen de solvabilité sur trois ans).

Les cotisations pour services rendus représentent respectivement 38 millions de dollars et 162 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2014 et pour les trois premiers trimestres de 2014, par rapport à 45 millions de dollars et à 203 millions de dollars pour les périodes correspondantes de 2013. L'estimation des cotisations pour services rendus pour l'exercice 2014 est d'environ 252 millions de dollars.

Le 14 décembre 2012, la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, projet de loi C-45, a été adoptée pour apporter des changements aux régimes de pension de la fonction publique. Par conséquent, à compter du 1^{er} janvier 2013, le plafond des cotisations versées par les employés pour couvrir les coûts pour services rendus a été augmenté afin de passer de 40 % à 50 %. Le Conseil d'administration de la Société canadienne des postes a approuvé les modifications apportées au Régime, et la Société est passée à un partage des coûts de 50/50. Le STTP a déposé un grief en 2013 pour contester la décision qu'a prise Postes Canada d'augmenter le taux de cotisations des employés, en alléguant qu'il s'agit d'une violation des conditions de la convention collective. Il n'y a eu aucun progrès sur ce grief au cours du troisième trimestre de 2014.

Postes Canada, à titre de répondante du Régime, enregistre des ajustements de la réévaluation, après impôt, comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Pour le troisième trimestre et pour les trois premiers trimestres de 2014, les pertes de réévaluation, après impôt, s'élèvent respectivement à 310 millions de dollars et à 1 390 millions de dollars pour le Régime. Le Régime subit les effets d'une grande volatilité en raison des fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres changements des hypothèses actuarielles.

6.6 Liquidités et ressources en capital

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada gère des capitaux composés des éléments suivants : prêts et emprunts, autres passifs (non courants) et capitaux du Canada. Cet aperçu du capital est utilisé par la direction et pourrait ne pas être comparable aux définitions utilisées par les autres organisations postales ou entreprises publiques. En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants : assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation des plans d'exploitation et stratégique; maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

Liquidités

Au cours du troisième trimestre de 2014, les fonds accumulés et les marges de crédit accessibles immédiatement ont fourni les liquidités requises par le Groupe d'entreprises de Postes Canada pour soutenir ses obligations financières et financer ses exigences en matière de capital ainsi que ses exigences stratégiques. Le secteur Postes Canada détient 1 018 millions de dollars de placements liquides illimités au 27 septembre 2014, et 100 millions de dollars de marges de crédit établies en vertu de son autorisation d'emprunt à court terme approuvée par le ministre des Finances.

En février 2014, le gouvernement du Canada a adopté un règlement qui accorde à Postes Canada un allègement la dispensant d'effectuer des paiements spéciaux au Régime pour la période de 2014 à 2017. Pendant la période d'allègement, Postes Canada travaille avec ses syndicats et d'autres représentants des participants afin de restructurer le Régime. La Société s'attend à reprendre les paiements spéciaux en 2018. Sans aucun allègement de la capitalisation du Régime, la Société aurait été tenue d'effectuer des paiements spéciaux d'environ 1,3 milliard de dollars en 2014. En outre, la Société a commencé à mettre en œuvre les initiatives énoncées dans le Plan d'action en cinq points pour régler la question de la viabilité opérationnelle et aider la Société à redevenir rentable. En comptant sur l'allègement temporaire et la mise en œuvre du Plan d'action, Postes Canada estime avoir assez de liquidités et une capacité d'emprunt autorisé suffisante pour soutenir ses activités pendant les 12 prochains mois au moins.

Les filiales de la Société disposent au total de 133 millions de dollars d'encaisse non affectée et des facilités de crédit disponibles se chiffrant à 145 millions de dollars au 27 septembre 2014, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs activités pour les 12 prochains mois au moins.

1. Le déficit de solvabilité fondé sur la valeur du marché des actifs du Régime s'élève à 5,0 milliards de dollars.

Accès aux marchés financiers

En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, qui a reçu la sanction royale le 15 décembre 2009, les emprunts à un autre organisme que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars. Le montant global d'emprunt autorisé comprend une somme maximale de 100 millions de dollars au 27 septembre 2014 pouvant être utilisée pour la gestion de la trésorerie sous la forme d'emprunts à court terme. De plus, conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, le secteur Postes Canada peut également emprunter jusqu'à 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada.

Au 27 septembre 2014, les emprunts du secteur Postes Canada et ceux des filiales de la Société se chiffrent respectivement à 1 055 millions de dollars et à 60 millions de dollars. La section 6.6 – Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2013 donne des précisions sur les liquidités et l'accès aux marchés financiers.

Dividendes

Notre politique de dividende est expliquée à la section 6.6 – Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2013.

6.7 Risques liés aux instruments financiers

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada utilise un éventail d'instruments financiers pour mener à bien les activités résumées à la section 6.7 – Risques liés aux instruments financiers du Rapport de gestion annuel de 2013.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de voir fluctuer la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations de facteurs de marchés externes, comme les taux d'intérêt, les cours de change et les prix des marchandises. Au cours de la période de 39 semaines close le 27 septembre 2014, le Groupe d'entreprises a poursuivi ses programmes de couvertures économiques visant à réduire son exposition aux risques liés aux soldes en monnaies étrangères et aux ventes libellées en droits de tirage spéciaux (DTS) prévues. Ces contrats à terme n'ont pas été désignés en tant qu'instruments de couverture aux fins de comptabilité. D'autres renseignements sur le risque de change sont donnés à la note 14 – Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités des périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de marché au cours du troisième trimestre de 2014.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière dû à l'incapacité d'une contrepartie à respecter ses obligations contractuelles. Le risque de crédit provient des placements dans des sociétés et des institutions financières, ainsi que du crédit consenti aux clients grossistes et commerciaux, y compris les comptes débiteurs non réglés. Les ventes aux consommateurs sont réglées en argent comptant ou à l'aide de cartes de crédit reconnues. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de crédit au cours du troisième trimestre de 2014.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court le Groupe d'entreprises de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le risque de liquidité est géré en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant continuellement les flux de trésorerie prévus et réels et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de liquidité au cours du troisième trimestre de 2014.

6.8 Obligations contractuelles et engagements

Les obligations contractuelles et les engagements sont expliqués à la section 6.8 – Obligations contractuelles et engagements du Rapport de gestion annuel de 2013. Aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait aux obligations contractuelles et aux engagements au cours du troisième trimestre de 2014.

6.9 Transactions avec des parties liées

La Société exécute différentes transactions avec des parties liées, tant dans le cours normal de ses activités commerciales que dans le but d'appuyer les politiques publiques du gouvernement du Canada. Ces transactions ne diffèrent pas de façon importante de celles qui sont déclarées à la section 6.9 – Transactions avec des parties liées du Rapport de gestion annuel de 2013. D'autres renseignements sur les transactions avec des parties liées sont donnés à la note 13 – Transactions avec des parties liées afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités des périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014.

6.10 Passifs éventuels

En novembre 2014, le STTP et d'autres organisations ont présenté à la Cour fédérale une demande de révision judiciaire de la décision de Postes Canada concernant la conversion du service de livraison du courrier à la porte vers des boîtes postales communautaires. Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de cette contestation. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.

Les éléments du passif éventuel sont décrits à la note 10 – Passifs éventuels afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités des périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014.

7 Évolution de la situation financière

Examen des changements importants en matière d'actifs et de passifs entre le 27 septembre 2014 et le 31 décembre 2013

(en millions de dollars)

ACTIF	27 sept. 2014	31 déc. 2013	Écart	%	Explication
Trésorerie et équivalents de trésorerie	484	468	16	3,5	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital (page 10).
Titres négociables	667	570	97	16,9	L'écart est principalement attribuable aux activités d'investissement dans les titres à court terme pour un meilleur rendement.
Clients et autres débiteurs	736	779	(43)	(5,5)	L'écart est principalement attribuable aux paiements internationaux provisoires pour le secteur Postes Canada.
Impôts à recevoir	8	6	2	33,5	L'écart est principalement attribuable à un remboursement prévu pour le secteur Purolator.
Autres actifs	111	92	19	20,1	L'écart est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses prépayées pour le secteur Postes Canada.
Total des actifs courants	2 006	1 915	91	4,7	
Immobilisations corporelles	2 641	2 707	(66)	(2,4)	L'écart est principalement attribuable au fait que l'amortissement dépasse les acquisitions pour le secteur Postes Canada.
Immobilisations incorporelles	116	129	(13)	(9,8)	L'écart est principalement attribuable à l'amortissement des biens logiciels dépassant les acquisitions.
Titres réservés	556	510	46	9,0	L'écart est principalement attribuable aux profits latents et aux produits d'intérêts.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	152	177	(25)	(13,8)	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles, en partie contrées par les paiements.
Actifs d'impôt différé	1 597	1 093	504	46,2	L'écart est principalement attribuable à l'augmentation des différences temporelles provenant des pertes de réévaluation comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour le Régime et les avantages postérieurs à l'emploi de Postes Canada.
Écart d'acquisition	130	130	0	0,0	Il n'y a aucun changement.
Autres actifs	6	6	(0)	(7,2)	Il n'y a aucun changement important.
Total des actifs non courants	5 198	4 752	446	9,4	
Total de l'actif	7 204	6 667	537	8,1	

(en millions de dollars)

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	27 sept. 2014	31 déc. 2013	Écart	%	Explication
Fournisseurs et autres créditeurs	519	620	(101)	(16,4)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des fournisseurs, des règlements internationaux et des biens reçus pour le secteur Postes Canada.
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	534	580	(46)	(7,9)	L'écart est principalement attribuable aux paiements effectués en matière d'équité salariale.
Provisions	70	81	(11)	(12,8)	L'écart est principalement attribuable au règlement d'une obligation à l'expiration d'un contrat de location en 2013 et à une baisse dans d'autres provisions de la Société pour le secteur Postes Canada.
Impôts à payer	15	1	14	874,3	L'écart est principalement attribuable à une obligation fiscale prévue pour le secteur Postes Canada.
Produits différés	113	145	(32)	(21,7)	L'écart est principalement attribuable à la réduction des produits différés au titre des produits philatéliques, en lien avec les majorations tarifaires de 2014.
Prêts et emprunts	19	23	(4)	(17,5)	Il n'y a aucun changement important.
Passifs au titre des autres avantages à long terme	71	71	0	0,0	Il n'y a aucun changement.
Total des passifs courants	1 341	1 521	(180)	(11,8)	
Prêts et emprunts	1 096	1 108	(12)	(1,1)	Il n'y a aucun changement important.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 563	4 382	2 181	49,8	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles du secteur Postes Canada, qui s'expliquent principalement par la baisse des taux d'actualisation, en partie contrée par un rendement des actifs supérieur au produit d'intérêts généré par les actifs des régimes.
Passifs d'impôt différé	3	3	(0)	(3,2)	Il n'y a aucun changement important.
Provisions	2	2	0	5,3	Il n'y a aucun changement important.
Autres passifs	19	16	3	23,4	Il n'y a aucun changement important.
Total des passifs non courants	7 683	5 511	2 172	39,4	
Total du passif	9 024	7 032	1 992	28,3	
Capitaux propres					
Capital d'apport	1 155	1 155	0	0,0	Il n'y a aucun changement.
Cumul des autres éléments du résultat global	42	18	24	133,3	L'écart est principalement attribuable aux profits latents nets sur les actifs financiers disponibles à la vente du secteur Postes Canada.
Déficit accumulé	(3 041)	(1 564)	(1 477)	(94,4)	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi.
Capitaux du Canada	(1 844)	(391)	(1 453)	(371,5)	
Participations ne donnant pas le contrôle	24	26	(2)	(8,6)	
Total des capitaux propres	(1 820)	(365)	(1 455)	(398,2)	
Total du passif et des capitaux propres	7 204	6 667	537	8,1	

8 Revue des activités opérationnelles

Examen détaillé de notre rendement financier

8.1 Résumé des résultats trimestriels

Résultats consolidés par trimestre

Le tableau suivant illustre les résultats consolidés du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. Les volumes ont toujours varié au cours d'un même exercice, les pics de demande de services ayant lieu pendant la période des Fêtes au cours du quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement au cours des trimestres qui suivent, les creux se produisant pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme en raison de ces changements de la demande relative à ses services.

(en millions de dollars)	T3 de 2014	T2 de 2014	T1 de 2014	T4 de 2013	T3 de 2013	T2 de 2013	T1 de 2013	T4 de 2012 ¹
Produits opérationnels	1 874	2 007	1 868	2 045	1 752	1 862	1 904	1 991
Charges opérationnelles	1 842	1 911	1 896	2 005	1 862	1 934	1 955	1 802
Résultat opérationnel	32	96	(28)	40	(110)	(72)	(51)	189
Produits nets (charges nettes) liés aux activités	3	(10)	(9)	36	1	(4)	102	(1)
Résultat avant impôt	35	86	(37)	76	(109)	(76)	51	188
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	13	19	(9)	17	(36)	(26)	16	53
Résultat net	22	67	(28)	59	(73)	(50)	35	135

1. Les montants pour l'exercice 2012 ont été retraités à la suite de l'adoption de normes comptables nouvelles ou modifiées. Plus de précisions sont données à la note 4 – Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

8.2 Résultats opérationnels consolidés

Résultats consolidés pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2014

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les			
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%
Produits opérationnels	1 874	1 752	122	7,0 ¹	5 749	5 518	231	4,7 ¹
Charges opérationnelles	1 842	1 862	(20)	(1,1)	5 649	5 751	(102)	(1,8)
Résultat opérationnel	32	(110)	142	-	100	(233)	333	-
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	3	1	2	217,8	(16)	99	(115)	-
Résultat avant impôt	35	(109)	144	-	84	(134)	218	-
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	13	(36)	49	-	23	(46)	69	-
Résultat net	22	(73)	95	-	61	(88)	149	-
Autres éléments du résultat global	(106)	865	(971)	-	(1 516)	2 242	(3 758)	-
Résultat global	(84)	792	(876)	-	(1 455)	2 154	(3 609)	-

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat avant impôt de 35 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2014, par rapport à un résultat avant impôt de -109 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2013. Pour les trois premiers trimestres de 2014, le résultat avant impôt se chiffre à 84 millions de dollars, soit une augmentation de 218 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2013. L'amélioration des résultats avant impôt en 2014 est principalement attribuable au secteur Postes Canada. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

Produits opérationnels consolidés

Pour le troisième trimestre de 2014, les produits opérationnels ont augmenté de 122 millions de dollars, soit 7,0 %, comparativement au trimestre correspondant de 2013. Pour les trois premiers trimestres de 2014, les produits opérationnels ont augmenté de 231 millions de dollars, soit 4,7 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Dans l'ensemble, les améliorations des produits en 2014 sont principalement attribuables aux augmentations signalées pour les secteurs d'activité Courrier transactionnel et Colis de Postes Canada, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les détails des produits opérationnels sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

Charges opérationnelles consolidées

Les charges opérationnelles ont baissé de 20 millions de dollars, soit 1,1 %, au cours du troisième trimestre de 2014 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2014, elles ont diminué de 102 millions de dollars, soit 1,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les diminutions en 2014 sont principalement attribuables à la baisse des coûts liés aux avantages du personnel pour le secteur Postes Canada, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

Produits (charges) consolidés liés aux activités d'investissement et de financement

Les produits nets liés aux activités d'investissement et de financement ont augmenté de 2 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013. Pour les trois premiers trimestres de 2014, les charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement s'élèvent à 16 millions de dollars, comparativement aux produits de 99 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Le changement au cours des trois premiers trimestres de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013, découle principalement de la vente de l'Établissement de traitement du courrier de Vancouver en janvier 2013, qui a généré des gains de 109 millions de dollars.

Charge (produit) d'impôt sur le résultat consolidé

La charge d'impôt sur le résultat consolidé pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2014 a augmenté respectivement de 49 millions de dollars et de 69 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable aux résultats supérieurs enregistrés par l'ensemble du Groupe d'entreprises.

Autres éléments du résultat global consolidé

Les autres éléments du résultat global consolidé se chiffrent à -106 millions de dollars au troisième trimestre de 2014 et à -1 516 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 2014, principalement en raison des pertes de réévaluation pour les régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, en partie contrées par un changement dans les hypothèses concernant les avantages postérieurs à l'emploi à long terme pour les soins de santé afin de refléter la tendance liée aux coûts des soins de santé plus faibles à long terme. L'instabilité due aux fluctuations des rendements des placements des régimes de retraite et aux changements apportés aux taux d'actualisation utilisés pour mesurer ces régimes continue d'avoir des répercussions importantes sur les autres éléments du résultat global du Groupe d'entreprises.

8.3 Résultats opérationnels par secteur

Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les			
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%
Postes Canada	13	(129)	142	–	39	(165)	204	–
Purolator	19	16	3	21,5	35	29	6	23,7
Logistique	4	3	1	15,4	10	6	4	51,4
Autre	(1)	1	(2)	–	(0)	(4)	4	77,7
Groupe d'entreprises de Postes Canada	35	(109)	144	–	84	(134)	218	–

Les détails des résultats opérationnels sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

8.4 Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada a enregistré un résultat avant impôt de 13 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014, par rapport à un résultat avant impôt de -129 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2013. L'amélioration des résultats avant impôt au troisième trimestre est principalement attribuable aux mesures tarifaires du service Poste-lettres^{MC} du régime intérieur, à la croissance des revenus liés aux colis et à la réduction des coûts liés aux avantages postérieurs à l'emploi. Après les trois premiers trimestres de 2014, le résultat avant impôt s'élève à 39 millions de dollars, soit une amélioration de 204 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2013. Cette amélioration est principalement attribuable aux mesures tarifaires du service Poste-lettres, à la croissance des revenus liés aux colis, à la réduction des coûts liés aux avantages postérieurs à l'emploi et aux gains de productivité, ce qui est en partie contré par une augmentation des dépenses d'investissement et par la vente de l'Établissement de traitement du courrier de Vancouver en janvier 2013, vente qui a généré des gains de 109 millions de dollars.

Résultats de Postes Canada pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2014

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les			
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%
Produits opérationnels	1 443	1 343	100	7,5 ¹	4 470	4 291	179	4,7 ¹
Charges opérationnelles	1 434	1 474	(40)	(2,7)	4 417	4 563	(146)	(3,2)
Résultat opérationnel	9	(131)	140	-	53	(272)	325	-
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	4	2	2	113,1	(14)	107	(121)	-
Résultat avant impôt	13	(129)	142	-	39	(165)	204	-
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7	(41)	48	-	10	(55)	65	-
Résultat net	6	(88)	94	-	29	(110)	139	-

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Produits opérationnels

Les produits opérationnels de Postes Canada pour le troisième trimestre de 2014 se chiffrent à 1 443 millions de dollars, soit une hausse de 100 millions de dollars, ou de 7,5 %, par rapport au trimestre correspondant de 2013. Pour les trois premiers trimestres de 2014, Postes Canada a généré des produits de 4 470 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 179 millions de dollars ou de 4,7 % par rapport à la période correspondante de 2013. Cette augmentation est principalement attribuable à des tarifs plus élevés mis en place dans le cadre d'une nouvelle structure de tarification progressive pour les envois Poste-lettres, qui est entrée en vigueur le 31 mars 2014, ainsi qu'à la croissance continue des revenus du secteur Colis.

Produits trimestriels selon le secteur d'activité

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les			
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	% ¹	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	% ¹
Courrier transactionnel	750	660	90	13,7	2 350	2 219	131	6,5
Marketing direct	279	294	(15)	(5,2)	874	906	(32)	(3,1)
Colis	337	312	25	8,2	1 031	952	79	8,9
Autres produits	77	77	(0)	(0,3)	215	214	1	1,1
Total	1 443	1 343	100	7,5	4 470	4 291	179	4,7

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Courrier transactionnel

Les produits générés par le secteur d'activité Courrier transactionnel pour le premier trimestre de 2014, lesquels se chiffrent à 750 millions de dollars, englobent les trois catégories de produits suivantes : Poste-lettres du régime intérieur (682 millions de dollars), Poste aux lettres de départ (29 millions de dollars) et Poste aux lettres d'arrivée (39 millions de dollars).

Au cours du troisième trimestre de 2014, les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté de 90 millions de dollars, soit 13,7 %, tandis que les volumes ont chuté de 58 millions d'articles, soit 6,1 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les volumes ont continué de diminuer au troisième trimestre de 2014 en raison de l'érosion du volume découlant de l'adoption de solutions de rechange. En ce qui concerne le service Poste-Lettres du régime intérieur, soit la catégorie la plus importante, les produits ont augmenté de 67 millions de dollars, soit 11,1 %, et les volumes ont diminué de 71 millions d'articles, soit 7,9 %, au troisième trimestre de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013. La demande en services postaux, tant sur le plan résidentiel que commercial, a continué de baisser au troisième trimestre de 2014, compte tenu des nombreuses solutions crédibles pour remplacer les communications sur papier, de la mise en œuvre d'initiatives établies par certains de nos plus grands clients, surtout dans les secteurs des services bancaires et des télécommunications, visant à imposer des frais pour les documents papier, ainsi que de l'environnement hautement concurrentiel.

Au cours des trois premiers trimestres de 2014, les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté de 131 millions de dollars, soit 6,5 %, tandis que les volumes ont chuté de 175 millions d'articles, soit 5,1 %, par rapport à la période correspondante de 2013. En ce qui a trait au service Poste-lettres du régime intérieur, les revenus ont augmenté de 112 millions de dollars, soit 6,1 %, tandis que les volumes ont chuté de 171 millions d'articles, soit 5,4 %. Les augmentations de revenus sont principalement attribuables à la nouvelle structure de tarification progressive introduite dans le cadre du Plan d'action en cinq points, tandis que les baisses de volumes s'expliquent en grande partie par le fait que les clients continuent à délaisser les communications sur papier.

Marketing direct

Les produits générés par le secteur d'activité Marketing direct au cours du troisième trimestre de 2014, lesquels se chiffrent à 279 millions de dollars, englobent les quatre catégories suivantes : Médiaposte avec adresse^{MC} (135 millions de dollars), Médiaposte sans adresse^{MC} (90 millions de dollars), Poste-publications^{MC} (48 millions de dollars), Correspondance-réponse d'affaires^{MC} et autre courrier (6 millions de dollars).

Les produits du secteur Marketing direct ont diminué de 15 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013. Les volumes ont baissé de 65 millions d'articles, soit 5,6 %, au cours du troisième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à une chute des volumes d'articles Médiaposte avec adresse, Poste-publications et Médiaposte sans adresse. La baisse des produits et des volumes du service Médiaposte est attribuable en partie à une baisse de la demande des clients commerciaux, notamment dans les secteurs de la vente au détail, des services financiers et des services bancaires, qui ont réduit leurs dépenses de marketing ou ont redirigé une partie de ces dépenses vers d'autres produits ou médias moins chers. Les produits et les volumes du service Poste-publications ont continué de baisser au troisième trimestre de 2014 vu la popularité croissante des solutions de rechange numériques.

Au cours des trois premiers trimestres en 2014, les produits du secteur d'activité Marketing direct ont diminué de 32 millions de dollars, soit 3,1 %, et les volumes ont chuté de 99 millions d'articles, soit 2,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les chutes des produits et des volumes sont principalement attribuables à une baisse de la demande dans les secteurs des télécommunications, des services bancaires et des services financiers, puisque certains clients commerciaux ont réduit leurs dépenses globales de marketing ou ont redirigé certaines de leurs activités de marketing vers d'autres produits ou médias.

Colis

Les produits générés par le secteur d'activité Colis pour le troisième trimestre de 2014, lesquels se chiffrent à 337 millions de dollars, englobent les quatre catégories de produits suivantes : colis du régime intérieur (237 millions de dollars), colis de départ (48 millions de dollars), colis d'arrivée (48 millions de dollars) et autres (4 millions de dollars).

Au cours du troisième trimestre de 2014, les produits du secteur d'activité Colis ont connu une augmentation de 25 millions de dollars, soit 8,2 %, et les volumes ont augmenté de près de 3 millions d'articles, soit 8,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En ce qui concerne les colis du régime intérieur, soit la catégorie la plus importante, les résultats sont demeurés positifs avec une augmentation des revenus de 21 millions de dollars, soit 9,9 %, et une croissance des volumes de plus de 2 millions d'articles, soit 10,8 % au cours du troisième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours des trois premiers trimestres de 2014, les produits du secteur d'activité Colis ont connu une augmentation de 79 millions de dollars, soit 8,9 %, et les volumes ont augmenté de 4 millions d'articles, soit 4,2 %, par rapport à la période correspondante de 2013. En ce qui concerne les colis du régime intérieur, les produits se sont accrus de 56 millions de dollars, soit 8,9 %, et les volumes ont augmenté de plus de 5 millions d'articles, soit 8,4 %, pour les trois premiers trimestres de 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La croissance des produits au troisième trimestre et au cours des trois premiers trimestres de 2014 reflète la force du marché des commandes du cybercommerce dans le segment entreprise à consommateur qui évolue rapidement, car les clients continuent de commander de plus en plus de produits en ligne. L'augmentation des revenus témoigne également de l'évolution de la gamme de produits, notamment la croissance du service Paquet repérable^{MC} lancé en 2013. De plus, l'évolution des tendances d'expédition de certains clients importants aux États-Unis a mené à une augmentation des volumes de colis du régime intérieur et à une baisse des volumes de courrier d'arrivée provenant des États-Unis.

Autres produits

Les autres produits se chiffrent à 77 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, soit une légère baisse de 0,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse découle principalement d'une baisse des revenus liés aux produits de consommation. À la fin des trois trimestres de 2014, les produits ont augmenté de 1 million de dollars, soit 1,1 %, par rapport à la période correspondante de 2013. L'augmentation cumulative des produits découle principalement d'une hausse des revenus du service de réexpédition du courrier et d'autres revenus de la Société, en partie contrée par des revenus plus faibles liés aux produits de consommation.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles du secteur Postes Canada se sont chiffrées à 1 434 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014; il s'agit d'une diminution de 40 millions de dollars, soit 2,7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2014, les charges opérationnelles s'élèvent à 4 417 millions de dollars, soit une baisse de 146 millions de dollars ou de 3,2 %, par rapport à la période correspondante de 2013.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les			
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%
Main-d'œuvre	738	751	(13)	(1,8)	2 260	2 304	(44)	(1,9)
Avantages du personnel	267	315	(48)	(15,0)	815	976	(161)	(16,4)
Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 005	1 066	(61)	(5,7)	3 075	3 280	(205)	(6,3)
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	179	171	8	4,9	581	571	10	1,8
Immobilier, installations et entretien	60	60	(0)	(0,8)	187	187	0	0,0
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	123	112	11	9,9	373	333	40	12,0
Total des autres charges opérationnelles	362	343	19	5,5	1 141	1 091	50	4,6
Amortissement	67	65	2	2,0	201	192	9	4,3
Total	1 434	1 474	(40)	(2,7)	4 417	4 563	(146)	(3,2)

Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre ont baissé de 13 millions de dollars, soit 1,8 %, pour le troisième trimestre de 2014, et de 44 millions de dollars, soit 1,9 %, pour les trois premiers trimestres de 2014, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces baisses sont principalement attribuables aux améliorations de la productivité et au nombre inférieur (une journée de moins) de journées payées au cours des trois premiers trimestres de 2014, partiellement contrés par les augmentations salariales annuelles habituelles. Ces importantes économies provenant des gains de productivité reflètent les investissements continus dans le Programme de transformation postale et le Plan d'action en cinq points que la Société effectue pour optimiser l'efficacité de ses opérations.

Avantages du personnel

Les charges au titre des avantages du personnel ont baissé de 48 millions de dollars, soit 15,0 %, pour le troisième trimestre de 2014, et de 161 millions de dollars, soit 16,4 %, pour les trois premiers trimestres de 2014, par rapport aux trimestres correspondants de 2013. Ces diminutions n'ayant aucun effet sur la trésorerie sont attribuables aux répercussions bénéfiques des rendements solides des actifs du régime de retraite en 2013 et à une augmentation des taux d'actualisation utilisés pour calculer les coûts des régimes d'avantages du personnel en 2014.

Levée, traitement et livraison hors main- d'œuvre

Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison offerts en sous-traitance ont augmenté de 8 millions de dollars, soit 4,9 %, au cours du troisième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013, ce qui est principalement attribuable à la hausse des coûts liés aux règlements internationaux. Au cours des trois premiers trimestres de 2014, ces charges ont augmenté de 10 millions de dollars, soit 1,8 %, par rapport à la période correspondante de 2013, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des dépenses liées aux règlements internationaux, aux services automobiles et au transport, y compris le coût du carburant, en partie contrée par une réduction des dépenses liées à la livraison du courrier dans les zones rurales et par le nombre inférieur (une journée de moins) de journées payées au cours des trois premiers trimestres de 2014.

Immobilier, installations et entretien

Les charges liées aux installations sont restées stables au cours du troisième trimestre de 2014 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2014, les charges liées aux installations sont aussi demeurées stables par rapport à la période correspondante de 2013, principalement en raison des hausses des coûts des services publics, de l'entretien et des réparations en 2014, ce qui est contré par les dépenses liées à l'annulation d'un bail immobilier en 2013.

Frais de vente, frais administratifs et autres coûts

Les frais de vente, frais administratifs et autres coûts ont augmenté de 11 millions de dollars, soit 9,9 %, pour le troisième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013, principalement en raison d'une hausse des dépenses liées à la mise en œuvre du Plan d'action en cinq points. Pour les trois premiers trimestres de 2014, les frais de vente, frais administratifs et autres coûts ont augmenté de 40 millions de dollars, soit 12,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement d'une hausse des dépenses liées à la mise en œuvre du Plan d'action en cinq points et à la transformation des TI.

Amortissement

Les charges liées à l'amortissement pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2014 ont augmenté respectivement de 2 millions de dollars et de 9 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. L'augmentation cumulative est principalement attribuable à une modification des estimations comptables pour le matériel de sécurité afin de réduire la période d'amortissement pour cet actif, passant de 20 ans à 7 ans. Ce changement a été apporté pour mieux refléter la durée de vie utile de cet actif en raison des avancées technologiques réalisées au cours des dernières années.

8.5 Secteur Purolator

Le secteur Purolator a généré un résultat net de 14 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014, ce qui représente une amélioration de 2 millions de dollars, soit 22,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2014, le résultat net du secteur s'est chiffré à 25 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 4 millions de dollars, soit 22,7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Résultats de Purolator pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2014

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les			
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%
Produits opérationnels	409	393	16	4,1 ¹	1 222	1 184	38	3,7 ¹
Charges opérationnelles	389	376	13	3,4	1 185	1 153	32	2,7
Résultat opérationnel	20	17	3	19,0	37	31	6	20,6
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(1)	(1)	0	22,5	(2)	(2)	0	22,1
Résultat avant impôt	19	16	3	21,5	35	29	6	23,7
Charge d'impôt sur le résultat	5	4	1	19,3	10	8	2	26,1
Résultat net	14	12	2	22,3	25	21	4	22,7

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Produits opérationnels

Purolator a généré des produits opérationnels de 409 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014, ce qui représente une hausse de 16 millions de dollars, soit 4,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2014, les produits générés se chiffrent à 1 222 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 38 millions de dollars, soit 3,7 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les augmentations au troisième trimestre et au cours des trois premiers trimestres de 2014 sont principalement attribuables à l'amélioration des rendements.

Charges opérationnelles

Charges totales liées à la main-d'œuvre

Les charges totales liées à la main-d'œuvre se chiffrent à 178 millions de dollars au troisième trimestre et à 553 millions de dollars après les trois premiers trimestres de 2014. Les hausses de 4 millions de dollars, soit 2,0 %, au cours du troisième trimestre, et de 12 millions de dollars, soit 2,2 %, au cours des trois premiers trimestres, par rapport aux périodes correspondantes de 2013, sont attribuables aux majorations tarifaires annuelles et à la dotation des postes vacants.

Charges totales non liées à la main-d'œuvre

Les charges totales non liées à la main-d'œuvre se chiffrent à 211 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, soit une augmentation de 9 millions de dollars ou de 4,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2014, elles se chiffrent à 632 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 20 millions de dollars, soit 3,1 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les hausses au troisième trimestre et au cours des trois premiers trimestres de 2014 sont principalement attribuables aux dépenses de TI et au coût du carburant.

8.6 Secteur Logistique

Le secteur Logistique comporte les résultats financiers de SCI. La contribution du secteur Logistique au résultat net consolidé au cours du troisième trimestre de 2014 s'est élevée à 3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 1 million de dollars ou de 15,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2014, le résultat net du secteur Logistique s'est chiffré à 7 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 2 millions de dollars, soit 45,1 %, par rapport à l'exercice précédent.

Résultats du secteur Logistique pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2014

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les			
	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%	27 sept. 2014	28 sept. 2013	Écart	%
Produits opérationnels	59	44	15	32,2 ¹	156	129	27	20,7 ¹
Charges opérationnelles	55	41	14	33,7	146	123	23	19,1
Résultat opérationnel	4	3	1	15,4	10	6	4	51,3
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(0)	(0)	0	33,3	(0)	(0)	(0)	(18,2)
Résultat avant impôt	4	3	1	15,4	10	6	4	51,4
Charge d'impôt sur le résultat	1	1	0	15,8	3	1	2	72,8
Résultat net	3	2	1	15,3	7	5	2	45,1

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Produits opérationnels

SCI a généré des produits opérationnels de 59 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2014, ce qui représente une hausse de 15 millions de dollars, soit 32,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2014, les produits générés se chiffrent à 156 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 27 millions de dollars, soit 20,7 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les augmentations au troisième trimestre et au cours des trois premiers trimestres de 2014 sont principalement attribuables à la croissance des volumes provenant des clients actuels et des nouveaux services.

Charges opérationnelles

Charges totales liées à la main-d'œuvre

Les charges totales liées à la main-d'œuvre se chiffrent à 27 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, soit une augmentation de 8 millions de dollars ou de 42,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2014, elles se chiffrent à 68 millions de dollars, soit une augmentation de 14 millions de dollars ou de 27,0 % par rapport à 2013. Les augmentations au troisième trimestre et au cours des trois premiers trimestres de 2014 sont principalement attribuables à une croissance des volumes et des nouvelles activités.

Charges totales non liées à la main-d'œuvre

Les charges totales non liées à la main-d'œuvre se chiffrent à 28 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, soit une augmentation de 6 millions de dollars ou de 26,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2014, elles se chiffrent à 78 millions de dollars, soit une augmentation de 9 millions de dollars ou de 13,0 % par rapport à 2013. Les augmentations au troisième trimestre et au cours des trois premiers trimestres sont principalement attribuables à la croissance des volumes provenant des clients existants et des nouveaux services.

9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables

Examen des estimations comptables critiques et des faits nouveaux concernant les conventions comptables en 2014 et dans les exercices ultérieurs

9.1 Estimations comptables critiques et incertitude relative aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses conjuguées aux résultats réels entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. D'autres renseignements sur les estimations comptables critiques sont donnés dans le Rapport de gestion annuel de 2013 et à la note 3 – Estimations et jugements comptables critiques afférente aux états financiers consolidés de 2013, qui figurent tous deux dans le *Rapport annuel 2013 de la Société canadienne des postes*.

9.2 Prises de position en comptabilité

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

Ni l'International Accounting Standards Board (IASB) ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire dans le rapport financier du troisième trimestre de 2014 de la Société.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Les normes, modifications et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRS Interpretations Committee qui, de l'avis de la Société, pourraient avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises sont énumérées ci-après. Le Groupe d'entreprises évalue actuellement l'incidence de ces modifications, le cas échéant, sur ses états financiers consolidés.

Modification ou interprétation	S'applique aux exercices ouverts à compter du
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012	1 ^{er} juillet 2014
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2011-2013	1 ^{er} juillet 2014
Modifications de l'IAS 19 – Régime à prestations définies : cotisations des membres du personnel	1 ^{er} juillet 2014
Modifications de l'IFRS 11, <i>Partenariats</i> – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune	1 ^{er} janvier 2016
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014	1 ^{er} janvier 2016
IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>	1 ^{er} janvier 2017
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	1 ^{er} janvier 2018

L'IASB a publié la modification suivante au cours du troisième trimestre :

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014 • En septembre 2014, l'IASB a publié des améliorations annuelles afin de répondre aux questions non urgentes soulevées au cours du cycle 2012-2014. Ces améliorations visent les normes et sujets suivants : l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, apporte des précisions quant à la comptabilisation des changements de modalités de cession; l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, (IFRS 7) apporte des précisions quant à l'application des obligations en matière d'informations à fournir relativement aux mandats de gestion et porte sur l'applicabilité aux états financiers intermédiaires résumés des modifications de l'IFRS 7 portant sur la compensation; l'IAS 19, *Avantages du personnel*, apporte des précisions quant aux exigences en matière de détermination du taux d'actualisation au sein d'un marché régional utilisant la même monnaie; et l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, précise le sens de la communication d'informations ailleurs dans le rapport financier intermédiaire. Ces améliorations annuelles s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, une application anticipée étant autorisée.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le président-directeur général,



Le chef des finances,



Le 20 novembre 2014

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux (non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	27 septembre 2014	31 décembre 2013
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		484 \$	468 \$
Titres négociables		667	570
Clients et autres débiteurs		736	779
Impôts à recevoir		8	6
Autres actifs	4	111	92
Total des actifs courants		2 006	1 915
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	5	2 641	2 707
Immobilisations incorporelles	5	116	129
Titres réservés		556	510
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	6	152	177
Actifs d'impôt différé		1 597	1 093
Écart d'acquisition	9	130	130
Autres actifs		6	6
Total des actifs non courants		5 198	4 752
Total de l'actif		7 204 \$	6 667 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		519 \$	620 \$
Salaires et avantages à payer et provisions connexes		534	580
Provisions		70	81
Impôts à payer		15	1
Produits différés		113	145
Prêts et emprunts		19	23
Passifs au titre des autres avantages à long terme	6	71	71
Total des passifs courants		1 341	1 521
Passifs non courants			
Prêts et emprunts		1 096	1 108
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	6 563	4 382
Passifs d'impôt différé		3	3
Provisions		2	2
Autres passifs		19	16
Total des passifs non courants		7 683	5 511
Total du passif		9 024	7 032
Capitaux propres			
Capital d'apport		1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global		42	18
Déficit accumulé		(3 041)	(1 564)
Capitaux du Canada		(1 844)	(391)
Participations ne donnant pas le contrôle		24	26
Total des capitaux propres		(1 820)	(365)
Total du passif et des capitaux propres		7 204 \$	6 667 \$
Passifs éventuels	10		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Périodes de	Notes	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
		27 septembre 2014	28 septembre 2013	27 septembre 2014	28 septembre 2013
(non audité – en millions de dollars canadiens)					
Produits opérationnels		1 874 \$	1 752 \$	5 749 \$	5 518 \$
Charges opérationnelles					
Main-d'œuvre		922	924	2 815	2 831
Avantages du personnel, incluant les (profits) pertes résultant de modifications de régimes	6	309	356	949	1 109
		1 231	1 280	3 764	3 940
Autres charges opérationnelles	11	530	503	1 640	1 576
Amortissement	5	81	79	245	235
Total des charges opérationnelles		1 842	1 862	5 649	5 751
Résultat opérationnel		32	(110)	100	(233)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement					
Produits de placement et autres produits	12	16	13	24	134
Charges financières et autres charges	12	(13)	(12)	(40)	(35)
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement		3	1	(16)	99
Résultat avant impôt		35	(109)	84	(134)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7	13	(36)	23	(46)
Résultat net		22 \$	(73) \$	61 \$	(88) \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Réévaluations au titre des régimes à prestations définies, après impôt	8	(111) \$	873 \$	(1 540) \$	2 274 \$
Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net					
Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente, après impôt	8	5	(8)	24	(32)
Autres éléments du résultat global		(106)	865	(1 516)	2 242
Résultat global		(84) \$	792 \$	(1 455) \$	2 154 \$
Résultat net attribuable au (aux) :					
Gouvernement du Canada		21 \$	(73) \$	59 \$	(89) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1	–	2	1
		22 \$	(73) \$	61 \$	(88) \$
Résultat global attribuable au (aux) :					
Gouvernement du Canada		(84) \$	789 \$	(1 453) \$	2 148 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		–	3	(2)	6
		(84) \$	792 \$	(1 455) \$	2 154 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Période de 13 semaines close le 27 septembre 2014 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 28 juin 2014	1 155 \$	37 \$	(2 952) \$	(1 760) \$	24 \$	(1 736) \$
Résultat net	–	–	21	21	1	22
Autres éléments du résultat global	–	5	(110)	(105)	(1)	(106)
Résultat global	–	5	(89)	(84)	–	(84)
Solde au 27 septembre 2014	1 155 \$	42 \$	(3 041) \$	(1 844) \$	24 \$	(1 820) \$

Période de 13 semaines close le 28 septembre 2013 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 29 juin 2013	1 155 \$	28 \$	(2 457) \$	(1 274) \$	22 \$	(1 252) \$
Résultat net	–	–	(73)	(73)	–	(73)
Autres éléments du résultat global	–	(8)	870	862	3	865
Résultat global	–	(8)	797	789	3	792
Solde au 28 septembre 2013	1 155 \$	20 \$	(1 660) \$	(485) \$	25 \$	(460) \$

Période de 39 semaines close le 27 septembre 2014 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2013	1 155 \$	18 \$	(1 564) \$	(391) \$	26 \$	(365) \$
Résultat net	–	–	59	59	2	61
Autres éléments du résultat global	–	24	(1 536)	(1 512)	(4)	(1 516)
Résultat global	–	24	(1 477)	(1 453)	(2)	(1 455)
Solde au 27 septembre 2014	1 155 \$	42 \$	(3 041) \$	(1 844) \$	24 \$	(1 820) \$

Période de 39 semaines close le 28 septembre 2013 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012	1 155 \$	52 \$	(3 840) \$	(2 633) \$	19 \$	(2 614) \$
Résultat net	–	–	(89)	(89)	1	(88)
Autres éléments du résultat global	–	(32)	2 269	2 237	5	2 242
Résultat global	–	(32)	2 180	2 148	6	2 154
Solde au 28 septembre 2013	1 155 \$	20 \$	(1 660) \$	(485) \$	25 \$	(460) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les		
	Notes	27 septembre 2014	28 septembre 2013	27 septembre 2014	28 septembre 2013
(non audité – en millions de dollars canadiens)					
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat net		22 \$	(73) \$	61 \$	(88) \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :					
Amortissement	5	81	79	245	235
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	178	230	523	687
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	(105)	(113)	(372)	(419)
Profit sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	12	(13)	(10)	(14)	(125)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7	13	(36)	23	(46)
Charges d'intérêts nettes	12	9	7	26	22
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles :					
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs		31	(23)	44	(11)
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs		(5)	4	(89)	(2)
Diminution des salaires et avantages à payer et provisions connexes		(30)	(32)	(47)	(105)
Diminution des provisions		(1)	(4)	(10)	–
Diminution (augmentation) nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles		2	(12)	(52)	(54)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net		1	(4)	(10)	(18)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant intérêts et impôt		183	13	328	76
Intérêts perçus		5	5	22	22
Intérêts payés		(25)	(25)	(50)	(51)
Impôts payés		(2)	–	(8)	(1)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles		161	(7)	292	46
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de titres		(363)	(282)	(868)	(835)
Produit de la vente de titres		185	276	759	882
Acquisition d'immobilisations		(60)	(77)	(166)	(234)
Produit de la vente d'immobilisations		15	12	16	169
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(223)	(71)	(259)	(18)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Paiements au titre des obligations liées à des contrats de location-financement		(5)	(7)	(17)	(15)
Autres activités de financement, montant net		–	1	–	–
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(5)	(6)	(17)	(15)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(67)	(84)	16	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		551	395	468	298
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		484 \$	311 \$	484 \$	311 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014
(non audités – en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la *Loi*), la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de distribution de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays et entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, selon la *Loi*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi* donne à la Société le privilège exclusif (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres et de leur livraison aux destinataires au Canada. Les autres secteurs d'activité qui ne sont pas couverts par le privilège exclusif sont les secteurs Colis et Marketing direct.

En décembre 2006, la Société a reçu des instructions en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à savoir rétablir et conserver son service de livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins qu'elle desservait le 1^{er} septembre 2005, tout en respectant les lois applicables. La Société a terminé, à la fin de 2013, l'évaluation des risques pour la sécurité que posait la livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins. Les mesures correctives nécessaires ont été mises en œuvre tout au long de l'évaluation.

En décembre 2013, la Société a reçu une ordonnance en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'enjoignant de faire approuver ses mandats de négociation par le Conseil du trésor relativement aux conventions collectives qui viennent à échéance en 2014 ou par la suite avant d'établir les conditions de travail de ses employés non syndiqués qui ne sont pas nommés par le gouverneur en conseil.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a établi ses états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les états financiers consolidés intermédiaires résumés ne présentent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées qui étaient en vigueur à la date de clôture. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés et en a autorisé la publication le 20 novembre 2014.

Règles de présentation • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à l'exception des cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les montants sont présentés en millions, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Principales méthodes comptables • Les principales méthodes comptables utilisées pour les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, des modifications et des interprétations entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2014, dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés de la période de 13 semaines close le 29 mars 2014. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales : Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte). La Société, Purolator, SCI et Innovaposte sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations • L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers consolidés intermédiaires résumés et dans les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

Ni l'International Accounting Standards Board (IASB) ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire au cours du troisième trimestre.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Il a été déterminé que la modification suivante publiée par l'IASB au cours du troisième trimestre pouvait avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises, lequel détermine l'incidence, le cas échéant, de cette modification sur ses états financiers consolidés.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014 • En septembre 2014, l'IASB a publié des améliorations annuelles afin de répondre aux questions non urgentes soulevées au cours du cycle 2012-2014. Ces améliorations visent les normes et sujets suivants : l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, apporte des précisions quant à la comptabilisation des changements de modalités de cession; l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, (IFRS 7) apporte des précisions quant à l'application des obligations en matière d'informations à fournir relativement aux mandats de gestion et porte sur l'applicabilité aux états financiers intermédiaires résumés des modifications de l'IFRS 7 portant sur la compensation; l'IAS 19, *Avantages du personnel*, apporte des précisions quant aux exigences en matière de détermination du taux d'actualisation au sein d'un marché régional utilisant la même monnaie; et l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, précise le sens de la communication d'informations ailleurs dans le rapport financier intermédiaire. Ces améliorations annuelles s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, une application anticipée étant autorisée.

4. Autres actifs

Aux	27 septembre 2014	31 décembre 2013
Charges payées d'avance	102 \$	82 \$
Actifs détenus en vue de la vente	9	10
Total des autres actifs	111 \$	92 \$

À la clôture du troisième trimestre de 2014, le Groupe d'entreprises a classé diverses propriétés, qui concernent en majeure partie le secteur Purolator, comme étant détenues en vue de la vente. Le produit de la vente de ces biens devrait permettre de recouvrer entièrement leur valeur comptable.

5. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Au coût ou au coût présumé									
Solde au 31 décembre 2013	309 \$	1 785 \$	269 \$	1 300 \$	433 \$	440 \$	892 \$	202 \$	5 630 \$
Entrées	1	36	3	47	21	13	25	(1)	145
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	(1)	(3)	–	–	–	–	–	–	(4)
Mises hors service	–	(2)	(5)	(30)	(5)	(10)	–	–	(52)
Transferts [virement correspondant à la note 5 b)]	–	160	1	12	3	3	–	(177)	2
Solde au 27 septembre 2014	309 \$	1 976 \$	268 \$	1 329 \$	452 \$	446 \$	917 \$	24 \$	5 721 \$
Cumul des amortissements									
Solde au 31 décembre 2013	– \$	910 \$	195 \$	681 \$	225 \$	337 \$	575 \$	– \$	2 923 \$
Amortissement	–	46	11	61	32	33	27	–	210
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	–	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)
Mises hors service	–	(2)	(4)	(29)	(5)	(11)	–	–	(51)
Solde au 27 septembre 2014	– \$	952 \$	202 \$	713 \$	252 \$	359 \$	602 \$	– \$	3 080 \$
Valeurs comptables									
31 décembre 2013	309 \$	875 \$	74 \$	619 \$	208 \$	103 \$	317 \$	202 \$	2 707 \$
27 septembre 2014	309 \$	1 024 \$	66 \$	616 \$	200 \$	87 \$	315 \$	24 \$	2 641 \$

En 2014, les coûts d'emprunt incorporés au coût des actifs liés au Programme de transformation postale se chiffrent à 1 million de dollars (7 millions de dollars au 28 septembre 2013), compte tenu de l'application d'un taux de capitalisation de 4,3 % (4,3 % au 28 septembre 2013).

b) Immobilisations incorporelles

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de services et relations clients	Total
Au coût				
Solde au 31 décembre 2013	640 \$	33 \$	30 \$	703 \$
Entrées	12	12	–	24
Transferts [virement correspondant à la note 5 a)]	1	(3)	–	(2)
Solde au 27 septembre 2014	653 \$	42 \$	30 \$	725 \$
Cumul des amortissements				
Solde au 31 décembre 2013	547 \$	1 \$	26 \$	574 \$
Amortissement	33	1	1	35
Solde au 27 septembre 2014	580 \$	2 \$	27 \$	609 \$
Valeurs comptables				
31 décembre 2013	93 \$	32 \$	4 \$	129 \$
27 septembre 2014	73 \$	40 \$	3 \$	116 \$

6. Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme

a) Passif net au titre des prestations définies

Le passif net au titre des prestations définies comptabilisé et présenté dans l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière se détaille comme suit :

Aux	27 septembre 2014	31 décembre 2013
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	152 \$	177 \$
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	3 088 \$	1 090 \$
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 546	3 363
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 634 \$	4 453 \$
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	71 \$	71 \$
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 563 \$	4 382 \$

b) Coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies

Les composantes du coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies comptabilisées à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat global se détaillent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les	27 septembre 2014			28 septembre 2013		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	92 \$	27 \$	119 \$	118 \$	30 \$	148 \$
Coût financier	262	42	304	229	40	269
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(250)	–	(250)	(192)	–	(192)
Autres frais administratifs	3	–	3	3	–	3
Charge au titre des prestations définies	107	69	176	158	70	228
Charge au titre des cotisations définies	2	–	2	2	–	2
Charge totale	109	69	178	160	70	230
Rendement des titres réservés	–	(5)	(5)	–	(5)	(5)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	109 \$	64 \$	173 \$	160 \$	65 \$	225 \$
Pertes (profits) de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	29 \$	– \$	29 \$	(472) \$	– \$	(472) \$
Pertes actuarielles (gains actuariels)	403	(284)	119	(608)	(84)	(692)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global	432 \$	(284) \$	148 \$	(1 080) \$	(84) \$	(1 164) \$

Périodes de 39 semaines closes les	27 septembre 2014			28 septembre 2013		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	273 \$	79 \$	352 \$	350 \$	90 \$	440 \$
Coût financier	777	125	902	685	118	803
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(743)	–	(743)	(573)	–	(573)
Autres frais administratifs	10	–	10	10	–	10
(Profit) pertes résultant de modifications de régimes	–	(5)	(5)	1	–	1
Charge au titre des prestations définies	317	199	516	473	208	681
Charge au titre des cotisations définies	7	–	7	6	–	6
Charge totale	324	199	523	479	208	687
Rendement des titres réservés	–	(15)	(15)	–	(15)	(15)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	324 \$	184 \$	508 \$	479 \$	193 \$	672 \$
Pertes (profits) de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(766) \$	– \$	(766) \$	(1 068) \$	– \$	(1 068) \$
Pertes actuarielles (gains actuariels)	2 729	92	2 821	(1 750)	(215)	(1 965)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global	1 963 \$	92 \$	2 055 \$	(2 818) \$	(215) \$	(3 033) \$

En mai 2014, la Société a signé une nouvelle convention collective avec les employés représentés par l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Les nouvelles conditions ont donné lieu à une modification des dispositions du régime de soins de santé postérieur à l'emploi. Le profit de 5 millions de dollars découlant de la modification du régime est constaté en résultat net.

c) Principales hypothèses actuarielles

Tel que l'énonce la note 2 i.2) des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les principales hypothèses des régimes font l'objet de réévaluations et de révisions au besoin à chaque période ce qui se traduit généralement par un ajustement des taux d'actualisation tout au long des périodes présentées. Au troisième trimestre, la Société a de plus revu son hypothèse actuarielle concernant le taux tendanciel du coût des soins de santé à la lumière de l'historique réel et des informations actuelles qui laissent croire que le coût des soins de santé sera inférieur aux prévisions à long terme antérieures. Le taux tendanciel du coût des soins de santé revu a diminué d'environ 200 points de base, entraînant une réduction de 289 millions de dollars du passif de la Société au titre du régime de soins de santé postérieur à l'emploi, ainsi qu'une réduction correspondante du résultat global avant impôt.

d) Total des paiements versés en espèces

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se détaille comme suit :

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	27 septembre 2014	28 septembre 2013	27 septembre 2014	28 septembre 2013
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	37 \$	31 \$	108 \$	102 \$
Cotisations courantes de l'employeur aux régimes de retraite	50	67	203	247
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	16	13	54	64
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations définies	103	111	365	413
Cotisations aux régimes à cotisations définies	2	2	7	6
Total des paiements versés en espèces	105 \$	113 \$	372 \$	419 \$

Le montant total estimatif des cotisations du Groupe d'entreprises aux régimes de retraite à prestations définies en 2014 n'a pas évolué de manière significative par rapport au montant présenté dans les états financiers consolidés audités de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ce montant estimatif prend en compte la dispense de l'obligation de verser des cotisations spéciales à son régime de retraite agréé de 2014 à 2017 dont elle bénéficie, comme l'autorise le *Règlement sur la capitalisation du régime de retraite de la Société canadienne des postes*. La Société s'attend à reprendre les paiements spéciaux en 2018, soit après la période d'allègement temporaire.

7. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt sur le résultat du palier fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties aux impôts sur les bénéfices fédéraux et provinciaux.

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	27 septembre 2014	28 septembre 2013	27 septembre 2014	28 septembre 2013
Charge d'impôt exigible sur le résultat	11 \$	– \$	20 \$	3 \$
Charge (produit) d'impôt différé afférente à l'apparition et à la résorption des différences temporelles	2	(36)	3	(49)
Charge (produit) d'impôt	13 \$	(36) \$	23 \$	(46) \$

8. Autres éléments du résultat global

	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	
	Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente		Réévaluations au titre des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Période de 13 semaines close le 27 septembre 2014				
Montant de la période	5 \$		(148) \$	(143) \$
Impôt sur le résultat	–		37	37
Montant net	5 \$		(111) \$	(106) \$
Période de 13 semaines close le 28 septembre 2013				
Montant de la période	(11) \$		1 164 \$	1 153 \$
Impôt sur le résultat	3		(291)	(288)
Montant net	(8) \$		873 \$	865 \$

	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	
	Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente		Réévaluations au titre des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Période de 39 semaines close le 27 septembre 2014				
Montant de la période	31 \$		(2 055) \$	(2 024) \$
Impôt sur le résultat	(7)		515	508
Montant net	24 \$		(1 540) \$	(1 516) \$
Période de 39 semaines close le 28 septembre 2013				
Montant de la période	(43) \$		3 033 \$	2 990 \$
Impôt sur le résultat	11		(759)	(748)
Montant net	(32) \$		2 274 \$	2 242 \$

9. Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition a été réparti, lors de la comptabilisation initiale, entre deux unités génératrices de trésorerie qui correspondent au secteur Purolator et au secteur Logistique. La valeur comptable de l'écart d'acquisition pour ces secteurs s'établit comme suit :

Aux	27 septembre 2014			31 décembre 2013
	Secteur Purolator	Secteur Logistique	Total	Total
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	121 \$	9 \$	130 \$	130 \$

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation une fois l'an, à la clôture du troisième trimestre, pour le secteur Purolator et le secteur Logistique. La valeur recouvrable de chaque secteur est estimée en fonction de la valeur d'utilité, et il a été déterminé qu'elle était supérieure à la valeur comptable. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée à ce titre pour la période considérée, ni pour la période précédente présentée à titre comparatif.

Le calcul de la valeur d'utilité pour le secteur Purolator, qui est le seul à avoir un solde significatif, repose sur les hypothèses suivantes :

- Les flux de trésorerie futurs ont été actualisés pour déterminer la valeur d'utilité. Les flux de trésorerie étaient fondés sur le plan quinquennal de Purolator, qui concorde avec l'expérience passée et la manière dont Purolator est gérée. Les flux de trésorerie ont été établis par extrapolation en leur appliquant un taux de croissance à perpétuité de 2,5 % (2,5 % au 28 septembre 2013), qui tient compte à la fois des taux de croissance et d'inflation et qui constitue un taux acceptable compte tenu de l'information disponible et des normes en vigueur dans l'industrie au moment du test de dépréciation.
- Un taux d'actualisation avant impôt de 16 % (16 % au 28 septembre 2013) a été appliqué pour calculer la valeur recouvrable de Purolator, qui est fondée sur le coût moyen pondéré du capital de Purolator.

10. Passifs éventuels

- a) Une plainte a été déposée auprès de la Commission canadienne des droits de la personne (la Commission) alléguant qu'il y avait eu discrimination par la Société en matière de travail à valeur égale. La plainte avait été initialement présentée en décembre 1982 par l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA). En mars 2006, sur la recommandation d'un conciliateur, la Commission a rejeté la plainte pour motif que celle-ci pouvait être traitée plus adéquatement sous le régime du *Code canadien du travail*.

Le 10 octobre 2012, la Société a été avisée par la Commission que l'ACMPA avait demandé la réactivation de sa plainte sur la parité salariale. La Société a déposé un mémoire juridique complet le 10 décembre 2012, donnant suite à la demande de la Commission à cet effet.

Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de cette plainte. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.

- b) L'ancienne convention collective entre la Société et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) a expiré en janvier 2011. À la suite des grèves tournantes déclenchées dans tout le pays par le STTP et du lock-out décrété par la Société, le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi forçant le retour au travail, qui a reçu la sanction royale en juin 2011. En octobre 2011, le STTP a déposé une requête de contestation de la constitutionnalité de la loi. De nouvelles ententes ont par la suite été ratifiées et signées en décembre 2012.

Comme il n'est pas actuellement possible de déterminer l'issue de la requête de contestation de la constitutionnalité de la loi forçant le retour au travail présentée par le STTP, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.

- c) En 2013, des membres de l'unité des Factrices et facteurs ruraux et suburbains du STTP (STTP-FFRS) ont déposé à titre individuel des plaintes (plaintes de 2013) devant la Commission canadienne des droits de la personne (la Commission) qui allèguent, notamment, qu'il y aurait eu discrimination par la Société en matière de travail à valeur égale. La Commission avait déjà décliné compétence pour entendre des plaintes similaires présentées en 2012 (plaintes de 2012). Conformément au processus mis en place pour les plaintes de 2012, la Société a demandé à la Commission de décliné compétence pour entendre les plaintes de 2013 en se fondant sur le fait qu'il y a eu des erreurs de procédures et qu'il faudrait d'abord aller au bout du processus interne de règlement des différends à l'amiable.

Après que la Commission a décliné compétence relativement aux plaintes de 2012 déposées devant elle, d'autres réclamations ont été déposées contre la Société au nom de membres individuels du STTP-FFRS, dans divers endroits du pays. Ces réclamations allèguent, entre autres, que la Société contrevient à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* en refusant l'équité salariale entre l'unité des FFRS et les employés travaillant à l'extérieur des installations postales de la Société.

Un analyste de la Commission a présenté un rapport qui recommandait le rejet, par la Commission, des diverses plaintes au motif qu'elles n'ont pas de chances raisonnables d'être retenues. Toutes les parties ont présenté à la Commission des mémoires portant sur le rapport soumis à la Commission. La Commission n'a pas encore rendu de décision dans cette affaire.

Comme il n'est pas actuellement possible de déterminer l'issue de ces réclamations, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.

- d)** Jusqu'en juillet 2014 inclusivement, la Société a reçu du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) des avis selon lesquels il avait accepté aux fins d'enquête un certain nombre de plaintes, tant non confidentielles que confidentielles, déposées par la société Conseillers en gestion et en informatique CGI inc. (CGI) à l'égard de demandes de propositions pour des services de centres de données et de services de développement d'applications qu'Innovaposte avait émises au nom du Groupe d'entreprises relativement aux contrats octroyés le 6 décembre 2013 et le 18 février 2014. Selon les prétentions non confidentielles de CGI, i) les documents et les renseignements que CGI avait le droit de recevoir en vertu de ses demandes de comptes rendus ne lui ont pas été fournis; ii) des critères non divulgués ont été utilisés pour évaluer les offres de CGI; iii) les offres de CGI ont été évaluées incorrectement. Après avoir examiné les réponses déposées et tenu des audiences, le TCCE avait formulé des recommandations relativement à l'ensemble des plaintes non confidentielles et confidentielles déposées par CGI. Outre le remboursement par la Société des coûts relatifs à la préparation des plaintes engagés par CGI, qui sont d'un montant minime, le TCCE n'a recommandé aucune autre forme de réparation pécuniaire envers CGI de la part de la Société.

En novembre 2014, la Société a reçu un avis selon lequel CGI a interjeté appel des recommandations du TCCE en ce qui concerne l'affaire des services de centres de données et n'en appelle pas des recommandations du TCCE en ce qui concerne l'affaire des services de développement d'applications. Comme il n'est pas actuellement possible de déterminer l'issue de l'appel, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

- e)** En novembre 2014, le STTP et d'autres organisations ont présenté à la Cour fédérale une demande de révision judiciaire de la décision de Postes Canada concernant la conversion du service de livraison du courrier à la porte vers des boîtes postales communautaires. Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de cette contestation. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.
- f)** Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d'entreprises a conclu des ententes qui prévoient des indemnités en faveur de tiers. De plus, chaque société du Groupe d'entreprises a conclu des ententes d'indemnisation avec chacun de ses administrateurs et de ses dirigeants et avec certains employés – soit aux termes de règlements administratifs, soit aux termes d'ententes – afin de les dédommager pour les réclamations dont ils pourraient faire l'objet ou les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs ou de dirigeants du Groupe d'entreprises ou dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs, de dirigeants ou d'une autre fonction semblable au sein d'une autre entité à la demande du Groupe d'entreprises.

En général, ces ententes ne précisent pas les limites du Groupe d'entreprises en matière de responsabilité. Par conséquent, il n'est pas possible d'estimer le passif éventuel futur au titre de telles indemnités. Aucun montant n'a donc été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à cet égard.

- g)** Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d'entreprises est partie à différentes réclamations et divers litiges pour lesquels les sorties de ressources nécessaires pour éteindre les obligations qui en découleraient ne peuvent être estimées ou ne sont pas probables à l'heure actuelle. Lorsqu'une obligation est manifeste, la Société comptabilise des provisions au titre de litiges si une sortie de ressources est probable et qu'il est possible d'en estimer le montant de manière raisonnable.
- h)** Certains bâtiments de la Société contiennent des matériaux composés d'amiante que la Société serait obligée de retirer et de détruire de manière spéciale si elle entamait des projets de rénovation majeure ou de démolition partielle ou entière. Tant que ces projets ne seront pas amorcés, il n'y aura aucune obligation de retirer ou de détruire les matériaux contenant de l'amiante. Par conséquent, aucune provision à cet égard n'a été présentée dans les états financiers consolidés.

La Société a comptabilisé des passifs relatifs au démantèlement pour le retrait d'amiante et d'autres frais de remise en état de site pour des propriétés qu'elle compte céder en procédant à la vente de ces dernières (ces obligations devraient être transférées aux acheteurs éventuels de ces propriétés, à la date de la vente) ou rénover. Ces passifs sont comptabilisés à titre de provisions.

De même, la juste valeur des obligations de démantèlement liées à la remise en état des sites après l'enlèvement permanent d'une boîte postale communautaire d'un lieu ne peut pas être raisonnablement estimée, car la Société ne connaît pas les dates de règlement des obligations. La Société continuera à évaluer sa capacité d'estimer les justes valeurs de ses obligations de démantèlement à chaque date de clôture.

11. Autres charges opérationnelles

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	27 septembre 2014	28 septembre 2013	27 septembre 2014	28 septembre 2013
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre Immobilier, installations et entretien	303 \$	298 \$	966 \$	960 \$
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	83	84	265	261
	144	121	409	355
Autres charges opérationnelles	530 \$	503 \$	1 640 \$	1 576 \$

12. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	27 septembre 2014	28 septembre 2013	27 septembre 2014	28 septembre 2013
Produit d'intérêts	3 \$	3 \$	10 \$	9 \$
Profit sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	13	10	14	125
Produits de placement et autres produits	16 \$	13 \$	24 \$	134 \$
Charge d'intérêts	(12) \$	(10) \$	(36) \$	(31) \$
Autres charges	(1)	(2)	(4)	(4)
Charges financières et autres charges	(13) \$	(12) \$	(40) \$	(35) \$
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	3 \$	1 \$	(16) \$	99 \$

13. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	27 septembre 2014	28 septembre 2013	27 septembre 2014	28 septembre 2013
Produits générés par des transactions avec des parties liées	70 \$	65 \$	206 \$	213 \$
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes				
Envois postaux du gouvernement et envois destinés aux aveugles	6 \$	6 \$	17 \$	17 \$
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	2 \$	1 \$	5 \$	5 \$
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	6 \$	9 \$	22 \$	24 \$

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada, ainsi que des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux aveugles.

Aux	27 septembre 2014	31 décembre 2013
Montants à recevoir et exigibles des parties liées		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	28 \$	20 \$
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	7 \$	16 \$
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	3 \$	3 \$

b) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) pour des montants de 2 millions de dollars et de 7 millions de dollars, respectivement (2 millions de dollars et 7 millions de dollars, respectivement au 28 septembre 2013). Au 27 septembre 2014, la somme de 3 millions de dollars (4 millions de dollars au 31 décembre 2013) liée aux transactions avec le Régime est impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs.

Les paiements en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 d).

c) Transactions avec des entités pour lesquelles les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et opérationnelles sont entièrement ou conjointement régies par les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises. Le cas échéant, les principaux dirigeants concernés se retirent toujours de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours de la période de 39 semaines close le 27 septembre 2014 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour des montants de 28 millions de dollars et de 81 millions de dollars pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014, respectivement (26 millions de dollars et 81 millions de dollars, respectivement au 28 septembre 2013). Au 27 septembre 2014, une somme de 4 millions de dollars (4 millions de dollars au 31 décembre 2013) était due à la société par Purolator. Cette somme est incluse dans les fournisseurs et autres créditeurs. Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui étaient comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

14. Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers

Justes valeurs des instruments financiers

Les justes valeurs sont déterminées et présentées selon la hiérarchie décrite ci-dessous qui reflète l'importance des données utilisées pour établir les estimations.

Au 27 septembre 2014

	Niveau 1 ¹	Niveau 2 ²	Niveau 3 ³	Total
Évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	392 \$	92 \$	– \$	484 \$
Titres négociables	– \$	667 \$	– \$	667 \$
Titres réservés	– \$	556 \$	– \$	556 \$
Clients et autres débiteurs : actifs financiers détenus à des fins de gestion des risques	– \$	1 \$	– \$	1 \$
Évalués au coût amorti				
Prêts et emprunts	– \$	1 300 \$	– \$	1 300 \$

Au 31 décembre 2013

	Niveau 1 ¹	Niveau 2 ²	Niveau 3 ³	Total
Évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	324 \$	144 \$	– \$	468 \$
Titres négociables	– \$	570 \$	– \$	570 \$
Titres réservés	– \$	510 \$	– \$	510 \$
Évalués au coût amorti				
Prêts et emprunts	– \$	1 232 \$	– \$	1 232 \$

La notation de crédit de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables et des titres réservés demeure conforme à la politique de placement de la Société, qui prévoit des cotes R1 (moyen) pour les placements à court terme et A pour les placements à long terme attribuées par le Dominion Bond Rating Service.

1. Niveau 1 : La juste valeur est établie à partir de cours non ajustés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
2. Niveau 2 : La juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des données d'entrée autres que les cours de marché inclus dans le niveau 1 qui sont observables directement ou indirectement et qui comprennent les données d'entrée ou des cours sur des marchés qui ne sont pas considérés comme actifs. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués en actualisant les flux de trésorerie futurs, ce qui permet ainsi de maximiser l'utilisation des données d'entrées de marché directement ou indirectement observables, comme les taux d'intérêt assortis de modalités, de caractéristiques et de courbes de rendement similaires et de cours sur des marchés à terme établis à partir des taux d'intérêt et des écarts de crédit d'instruments identiques ou semblables.
3. Niveau 3 : La juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des données d'entrée de marché non observables reposant sur la meilleure estimation de la direction.

Au cours de la période de 39 semaines close le 27 septembre 2014, il n'y a eu aucun transfert entre des niveaux de la hiérarchie des justes valeurs.

Les justes valeurs des éléments suivants sont proches des valeurs comptables de ceux-ci en raison de leur règlement prévu à court terme : clients et autres débiteurs, fournisseurs et autres créditeurs, salaires et avantages à payer et provisions connexes.

Facteurs de risques financiers

Les instruments financiers du Groupe d'entreprises l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques financiers n'ont pas évolué de manière significative depuis la clôture de la dernière période. Des informations actualisées sont présentées ci-après sur la nature et l'étendue du risque de change et du risque de liquidité.

a) Risque de marché

Risque de change • Le Groupe d'entreprises est exposé au risque de change qui découle surtout des règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et du remboursement des mandats-poste libellés en monnaie étrangère. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux (DTS), soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain (\$ US), l'euro (€), la livre sterling (£) et le yen (¥), alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains.

Au cours de la période de 39 semaines close le 27 septembre 2014, le Groupe d'entreprises a poursuivi la mise en œuvre de son programme de couverture économique visant à réduire les risques liés aux soldes en monnaies étrangères et aux ventes libellées en DTS prévues. Les montants notionnels des contrats de change à terme en vigueur s'établissent comme suit :

Au 27 septembre 2014

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Fourchette d'échéance	Type	Juste valeur
Euro	2 €	3 \$	1,43 \$/€	10 octobre 2014	Achat à terme	– \$
Dollar américain	35 \$ US	39	1,10 \$/\$ US	16 octobre-18 décembre 2014	Vente à terme	(1)
Euro	22 €	33	1,50 \$/€	17 octobre-19 décembre 2014	Vente à terme	2
Livre sterling	5 £	9	1,80 \$/£	17 octobre -19 décembre 2014	Vente à terme	–
Yen	505 ¥	5	0,010 \$/¥	17 octobre -19 décembre 2014	Vente à terme	–
Total		89 \$				1 \$

Au 31 décembre 2013

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Échéance	Type	Juste valeur
Dollar américain	35 \$ US	37 \$	1,07 \$/\$ US	16 janvier 2014	Vente à terme	– \$
Euro	17 €	25	1,45 \$/€	17 janvier 2014	Vente à terme	–
Livre sterling	3,5 £	6	1,75 \$/£	17 janvier 2014	Vente à terme	–
Yen	450 ¥	5	0,010 \$/¥	17 janvier 2014	Vente à terme	–
Total		73 \$				– \$

Les profits de change et les profits (pertes) sur les dérivés de change s'établissent comme suit :

	Périodes de 13 semaines closes les			27 septembre 2014			28 septembre 2013		
		Profits de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total		Profits de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total	
Latents		2 \$	(1) \$	1 \$		– \$	1 \$	1 \$	
Réalisés		2	1	3		1	(1)	–	
Total		4 \$	– \$	4 \$		1 \$	– \$	1 \$	

	Périodes de 39 semaines closes les			27 septembre 2014			28 septembre 2013		
		Profits de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total		Profits de change	Pertes sur dérivés	Total	
Latents		– \$	1 \$	1 \$		1 \$	(3) \$	(2) \$	
Réalisés		5	(1)	4		3	(3)	–	
Total		5 \$	– \$	5 \$		4 \$	(6) \$	(2) \$	

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le Groupe d'entreprises gère le risque de liquidité en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et les passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. Le Groupe d'entreprises investit dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

Se reporter aux notes 17 et 24 c) afférentes aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013 pour un complément d'information sur les facilités d'emprunt autorisées actuelles de la Société.

15. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • En raison de la signature d'une entente sur les services partagés le 27 juin 2014, entre Postes Canada, Purolator et Innovaposte, qui est l'unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information (TI) en vertu de cette entente, la direction a procédé à une réévaluation des secteurs opérationnels de la Société. La révision de sa structure de gouvernance a donné lieu à une modification des secteurs opérationnels à présenter. Par conséquent, les trois secteurs opérationnels suivants ont été identifiés : Postes Canada, Purolator et Logistique. La catégorie Autre présente les résultats des fonctions de soutien fournies par l'unité fonctionnelle de la TI en vertu de l'entente sur les services partagés, les ajustements de consolidation et les éliminations des soldes intersectoriels. Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 27 septembre 2014, l'unité fonctionnelle responsable des services partagés a enregistré des produits intersectoriels se chiffrant à 65 millions de dollars et à 186 millions de dollars respectivement (57 millions de dollars et 171 millions de dollars, respectivement au 28 septembre 2013), des charges opérationnelles se chiffrant à 65 millions de dollars et à 186 millions de dollars (56 millions de dollars et 170 millions de dollars, respectivement au 28 septembre 2013) et aucun résultat net pour les périodes de 2014 (1 million de dollars et 1 million de dollars, respectivement au 28 septembre 2013). Le total de l'actif et du passif au 27 septembre 2014 se chiffre à 112 millions de dollars et à 61 millions de dollars, respectivement (100 millions de dollars et 52 millions de dollars, respectivement, au 28 septembre 2013). La présentation modifiée des résultats a été appliquée de façon rétrospective à toutes les périodes présentées.

Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Toutes les transactions intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange, qui correspond au montant convenu entre les diverses entités juridiques et les divers secteurs concernés. Sauf pour l'unité fonctionnelle de la TI qui fournit des services partagés selon le principe de recouvrement des coûts, les opérations sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Sur une base consolidée, la Société n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 27 septembre 2014 et pour la période de 13 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	1 434 \$	390 \$	50 \$	1 \$	1 875 \$
Produits intersectoriels	9	19	9	(38)	(1)
Produits opérationnels	1 443 \$	409 \$	59 \$	(37) \$	1 874 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 005 \$	178 \$	27 \$	21 \$	1 231 \$
Autres charges opérationnelles	362	197	27	(56)	530
Amortissement	67	14	1	(1)	81
Charges opérationnelles	1 434 \$	389 \$	55 \$	(36) \$	1 842 \$
Résultat opérationnel	9 \$	20 \$	4 \$	(1) \$	32 \$
Produits de placement et autres produits	16 \$	– \$	– \$	– \$	16 \$
Charges financières et autres charges	(12)	(1)	–	–	(13)
Résultat avant impôt	13 \$	19 \$	4 \$	(1) \$	35 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7	5	1	–	13
Résultat net	6 \$	14 \$	3 \$	(1) \$	22 \$
Total de l'actif	6 655 \$	786 \$	102 \$	(339) \$	7 204 \$
Acquisition d'immobilisations	56 \$	3 \$	2 \$	– \$	61 \$
Total du passif	8 683 \$	339 \$	51 \$	(49) \$	9 024 \$

Au 28 septembre 2013 et pour la période de 13 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	1 338 \$	373 \$	41 \$	– \$	1 752 \$
Produits intersectoriels	5	20	3	(28)	–
Produits opérationnels	1 343 \$	393 \$	44 \$	(28) \$	1 752 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 066 \$	174 \$	19 \$	21 \$	1 280 \$
Autres charges opérationnelles	343	188	21	(49)	503
Amortissement	65	14	1	(1)	79
Charges opérationnelles	1 474 \$	376 \$	41 \$	(29) \$	1 862 \$
Résultat opérationnel	(131) \$	17 \$	3 \$	1 \$	(110) \$
Produits de placement et autres produits	13 \$	– \$	– \$	– \$	13 \$
Charges financières et autres charges	(11)	(1)	–	–	(12)
Résultat avant impôt	(129) \$	16 \$	3 \$	1 \$	(109) \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(41)	4	1	–	(36)
Résultat net	(88) \$	12 \$	2 \$	1 \$	(73) \$
Total de l'actif	5 831 \$	757 \$	90 \$	(323) \$	6 355 \$
Acquisition d'immobilisations	75 \$	4 \$	1 \$	– \$	80 \$
Total du passif	6 499 \$	291 \$	56 \$	(31) \$	6 815 \$

Au 27 septembre 2014 et pour la période de 39 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	4 448 \$	1 163 \$	138 \$	1 \$	5 750 \$
Produits intersectoriels	22	59	18	(100)	(1)
Produits opérationnels	4 470 \$	1 222 \$	156 \$	(99) \$	5 749 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 075 \$	553 \$	68 \$	68 \$	3 764 \$
Autres charges opérationnelles	1 141	591	73	(165)	1 640
Amortissement	201	41	5	(2)	245
Charges opérationnelles	4 417 \$	1 185 \$	146 \$	(99) \$	5 649 \$
Résultat opérationnel	53 \$	37 \$	10 \$	– \$	100 \$
Produits de placement et autres produits	24 \$	– \$	– \$	– \$	24 \$
Charges financières et autres charges	(38)	(2)	–	–	(40)
Résultat avant impôt	39 \$	35 \$	10 \$	– \$	84 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	10	10	3	–	23
Résultat net	29 \$	25 \$	7 \$	– \$	61 \$
Total de l'actif	6 655 \$	786 \$	102 \$	(339) \$	7 204 \$
Acquisition d'immobilisations	149 \$	15 \$	7 \$	(2) \$	169 \$
Total du passif	8 683 \$	339 \$	51 \$	(49) \$	9 024 \$

Au 28 septembre 2013 et pour la période de 39 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	4 275 \$	1 123 \$	120 \$	– \$	5 518 \$
Produits intersectoriels	16	61	9	(86)	–
Produits opérationnels	4 291 \$	1 184 \$	129 \$	(86) \$	5 518 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 280 \$	541 \$	54 \$	65 \$	3 940 \$
Autres charges opérationnelles	1 091	571	65	(151)	1 576
Amortissement	192	41	4	(2)	235
Charges opérationnelles	4 563 \$	1 153 \$	123 \$	(88) \$	5 751 \$
Résultat opérationnel	(272) \$	31 \$	6 \$	2 \$	(233) \$
Produits de placement et autres produits	139 \$	– \$	– \$	(5) \$	134 \$
Charges financières et autres charges	(32)	(2)	–	(1)	(35)
Résultat avant impôt	(165) \$	29 \$	6 \$	(4) \$	(134) \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(55)	8	1	–	(46)
Résultat net	(110) \$	21 \$	5 \$	(4) \$	(88) \$
Total de l'actif	5 831 \$	757 \$	90 \$	(323) \$	6 355 \$
Acquisition d'immobilisations	227 \$	12 \$	3 \$	(2) \$	240 \$
Total du passif	6 499 \$	291 \$	56 \$	(31) \$	6 815 \$

POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301
Pour obtenir des informations plus détaillées sur les ressources à votre disposition,
veuillez visiter postescanada.ca.

Canada

